

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2728

9 novembre 2012

SOMMAIRE

Acres 1010	130898	Electrique-Electronique Concept	130903
Adamo ed Eva Saràl	130898	Electrique-Electronique Concept	130904
An der Bakes	130898	Electrique-Electronique Concept	130903
Aramon S.A.	130899	Electrique-Electronique Concept	130905
Bricks 21st S.A.	130899	Electrique-Electronique Concept	130902
Canepa Green Energy II	130900	Electrique-Electronique Concept	130903
CC Holdco (Luxembourg) S.à.r.l.	130900	Electrique-Electronique Concept	130903
Cimolux S.à r.l.	130900	Financière Cronos S.A.	130903
Cipriani International S.A.	130901	FR Romania S.à r.l.	130900
CSC Computer Sciences International S.à.r.l.	130901	GE Capital Real Estate Polish Retail Hold- co S.à r.l.	130904
Dimension Data Financial Services S.A.	130901	Green Europe Lux s.à.r.l.	130899
Direct Marketing Services S.A.	130902	Havana Club Holding S.A.	130902
Electrique-Electronique Concept	130904	Laicalux S.à r.l.	130901
Electrique-Electronique Concept	130904	LuxCo 82 S.à r.l.	130898
Electrique-Electronique Concept	130905	Newtor Investments s.à r.l.	130905

LuxCo 82 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.223.

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle tenue au siège social en date du 15 octobre 2012 de la Société que les associés ont pris la décision suivante:

1. Le siège de la Société est transféré du 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet immédiat.

Veillez également prendre note du changement d'adresse du Gérant suivant qui est désormais:

TMF Corporate Services S.A.

46A, Avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Pour la Société

TMF Corporate Services S.A.

Gérant

Référence de publication: 2012134552/21.

(120177115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Acres 1010, Société Anonyme.

Siège social: L-2229 Luxembourg, 2, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 117.497.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012134223/9.

(120177224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Adamo ed Eva Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 15, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 74.047.

Extrait des résolutions prises par le gérant unique de la Société le 13 octobre 2012

Le siège social de la Société a été transféré du 4-6, rue de la Boucherie, L-1247 Luxembourg au 15, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg avec effet au 13 octobre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ADAMO ED EVA S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2012134224/13.

(120177313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

An der Bakes, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6918 Mensdorf, Zone Industrielle Rothoicht.

R.C.S. Luxembourg B 17.326.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AN DER BAKES S.à r.l.

Référence de publication: 2012134233/10.

(120177247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Green Europe Lux s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 160.715.

—
Constatation de cession de parts sociales

Il est porté à la connaissance des tiers que suite à une cession de parts sociales signée le 30.03.2012 sous seing privé par le cédant et le cessionnaire et acceptée par la gérance au nom de la société, le capital social de Green Europe Lux s.à r.l. ayant son siège social à L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.715, est désormais réparti comme suit:

Monsieur François GHIGNY, gérant de sociétés, né à Nivelles (Belgique) le 06.03.1969

et demeurant à B-6673 Gouvy, 7, Sterpigny (Belgique):

quatre-vingt-quinze parts sociales 95

Monsieur Francesco BOTTURA SCARDINA, gérant de société, né à Trabia (Italie), le 18.01.1953

et demeurant professionnellement à B-6673 Gouvy, 7, Sterpigny (Belgique):

cinq parts sociales 5

Total cent parts sociales 100

Windhof, le 08.10.2012.

François Ghigny

Gérant

Référence de publication: 2012134455/22.

(120177285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Aramon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 156.715.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 Septembre 2012 que:

RUBIN S.A. (IBC sous le numéro 069007), ayant son siège social aux Seychelles, Suite 3, 1st Floor, La Ciotat Building, Mont Fleuri, PO Box 438, Mahé a été nommé Commissaire en remplacement de H.R.T. Révision S.A. (RCS sous le numéro B 51.238) commissaire démissionnaire. Ce mandat prendra effet 24 septembre 2012 pour s'achever à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 24 Septembre 2012.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2012134243/16.

(120177205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Bricks 21st S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 109.393.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 09 octobre 2012

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les administrateurs élisent en leur sein un Président en la personne de Monsieur François WINANDY

Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, soit jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 09 octobre 2012.

Certifié sincère et conforme

BRICKS 21st S.A.

Mireille GEHLEN / Thierry JACOB

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012134270/17.

(120177284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

CC Holdco (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 114.337.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012134309/10.

(120177213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

FR Romania S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 120.073.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FR Romania S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012134434/11.

(120177222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Canepa Green Energy II, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 165.858.

EXTRAIT

L'Assemblée a décidé en date du 9 octobre 2012 de révoquer la société à responsabilité limitée SEREN de son mandat d'administrateur unique de la société anonyme CANEPA GREEN ENERGY II avec effet à partir de ce jour, ainsi que de constituer un Conseil d'Administration composé de trois membres, chacun élu pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires devant se tenir en 2017, se répartissant comme suit:

- Mark Wilson LE TISSIER, né le 24 avril 1963 à Guernsey (Guernsey), ayant son adresse professionnelle à 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, avec effet à partir du 9 octobre 2012.

- Kian ESTEGHAMAT, né le 20 juin 1965 en Iran, ayant son adresse professionnelle à 89 Poe Road, Princetown, NJ 08540-4119 (Etats-Unis), avec effet à partir du 9 octobre 2012.

- Elias ESBER, né le 3 juin 1969 à Caracas (Venezuela), ayant son adresse professionnelle à 472 Ridgewood Road, Key Biscayne, Florida (Etats-Unis), avec effet à partir du 9 octobre 2012.

Pour Extrait

La société

Référence de publication: 2012134303/20.

(120177230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Cimolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3831 Schiffange, 2, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 86.478.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/10/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2012134314/12.

(120177319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Cipriani International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 63.839.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2012134317/9.
(120177242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Laicalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 136.765.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LAICALUX S.À.R.L.
Régis DONATI / Jacopo ROSSI
Gérant de Sociétés / Gérant de Sociétés

Référence de publication: 2012134554/13.

(120177186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

CSC Computer Sciences International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 4.952.487.827,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 149.714.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 27 septembre 2012

1. Madame Louise TURILLI a démissionné de son mandat de gérant.
2. Madame Bienek BLECH, administrateur de sociétés, née à Tilburg (Pays-Bas), le 08 octobre 1973, demeurant professionnellement à L-1882 Luxembourg, 12D Impasse Drosbach, a été nommée comme gérant avec un pouvoir de signature A pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Pour CSC Computer Sciences International S.à r.l.
United International Management S.A.

Référence de publication: 2012134336/17.

(120177314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Dimension Data Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89D, rue de Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 110.251.

Il résulte de l'assemblée générale tenue en date du 28 août 2012 la décision suivante:

1. Renouvellement du mandat de KPMG Luxembourg S.à r.l., en tant que réviseur d'entreprise agréée, pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle tenue en 2013, pour l'exercice se clôturant le 30 Septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2012.

Pour la société

Référence de publication: 2012134340/14.

(120177320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Havana Club Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 45.633.

—
Veuillez prendre note du changement d'adresse des administrateurs suivants:

Madame Cachón Ruíz María Iluminada

Rue: 200

Numéro: 1708, e/17 y 19

Code postal: Atabey Playa

Localité: La Habana

Pays: Cuba

Monsieur González Escalona Juan

Rue: 200

Numéro: 1708, e/17 y 19

Code postal: Atabey Playa

Localité: La Habana

Pays: Cuba

Monsieur Bogaert Gilles

Rue: Avenue Mary

Numéro: 18

Code postal: 92500

Localité: Rueil-Malmaison

Pays: France

Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012134490/29.

(120177298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Direct Marketing Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 60.568.

—
EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 octobre 2012 à 09h00 a été nommé administrateur et administrateur-délégué Jan Herman VAN LEUVENHEIM, né le 05 mars 1937 à Alkmaar, Pays-Bas, demeurant à 28, rue Jean de Beck, L-7308 Heisdorf, Luxembourg à effet du 08 octobre 2012 et jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en 2015 en remplacement de Pieter E. DE GRAAF.

Le 15 octobre 2012.

DIRECT MARKETING SERVICES S.A.

Jan H VAN LEUVENHEIM

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2012134347/16.

(120177209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134384/10.

(120177262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134385/10.

(120177263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134386/10.

(120177264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Financière Cronos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 129.129.

*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 8 octobre 2012**Conseil d'Administration*

Le Conseil d'Administration a accepté la démission de leur mandat d'administrateur de la société de MM. Jean-Guil-laume BENOIT et Cédric ANTHONIOZ sans pouvoir à leur remplacement.

Pour extrait sincère et conforme

Fons MANGEN

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2012134428/14.

(120177253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134387/10.

(120177265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134388/10.

(120177266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134389/10.

(120177267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134390/10.

(120177268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

GE Capital Real Estate Polish Retail Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 155.265.

Pursuant to the resolutions of the sole shareholder of the Company taken on September 18, 2012, the sole shareholder of the Company acknowledged the resignation of Mr. Karol Pilniewicz as manager of the Company with effect as of September 12, 2012.

Consequently as of September 12, 2012, the Company is managed by a board of managers composed of three members, as follows:

- Mr. Thierry Leleu,
- Mr. Piotr Ziarkowski, and
- Mr. Thomas Lafargue.

Traduction pour les besoins de l'Enregistrement

Par résolutions adoptées en date du 18 septembre 2012, l'associé unique de la Société a pris acte de la démission de M. Karol Pilniewicz de son mandat de gérant de la Société avec effet à compter du 12 septembre 2012.

En conséquence depuis le 12 septembre 2012, la Société est gérée par un conseil de gérance composé de trois membres, comme suit:

- Monsieur Thierry Leleu,
- Monsieur Piotr Ziarkowski et
- Monsieur Thomas Lafargue.

Référence de publication: 2012134461/24.

(120177223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134391/10.

(120177269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.
R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134392/10.

(120177270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Electrique-Electronique Concept, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 8, rue des Arbustes.
R.C.S. Luxembourg B 21.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012134393/10.

(120177271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Newtor Investments s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 172.291.

DRAFT TERMS AND CONDITIONS OF THE CROSS-BORDER MERGER

BETWEEN:

(1) Newtor Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under number B 172.291 and having a share capital of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) (the Absorbing Company), represented by Michael Kidd and Eric Lechat, acting in their capacity as managers; and

(2) NewTor Investments B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Barbara Strozziilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, the Netherlands, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 33304089 (the Absorbed Company), represented by Trust International Management (T.I.M.) B.V., its sole managing director and on its turn represented by its authorized representatives.

The Absorbing Company and the Absorbed Company are together referred to as the Companies.

WHEREAS:

A. The Companies established these draft terms and conditions of the reversed cross-border merger (the Merger Proposal) in compliance with articles 257 and subsequent of the Luxembourg law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the Law) and in compliance with article 2:312 read in conjunction with article 2:333d of the Dutch Civil Code (DCC);

B. As at the date hereof, the Absorbed Company owns one hundred per cent (100%) of the shares of the Absorbing Company;

C. The Companies will have to submit the present Merger Proposal to their general meeting of shareholders in compliance with article 263 of the Law; and

D. In accordance with article 273ter of the Law and article 2:333i DCC, the reversed cross-border merger (the Merger) will take effect between (i) the Absorbed Company and the Absorbing Company and (ii) toward third parties on the date of the publication made in accordance with article 9 of the Law of the minutes of the last general meeting of the sole shareholder of the Absorbing Company (the EGM) approving the proposed Merger (the Effective Date).

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

1. Characteristics of the contemplated reversed cross-border merger

1.1 Contemplated merger

The management of both Companies have decided to enter into the Merger process with the effect of transferring the assets and liabilities of the Absorbed Company by operation of law to the Absorbing Company as of the Effective

Date in compliance with articles 273ter and 274 of the Law and articles 2:309 and 2:310 read in conjunction with 2:311 DCC.

1.2 Characteristics of the Companies involved in the Merger: article 261 (2) (a) of the Law and article 2:312 DCC

a) The Absorbing Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 172.291 and having a share capital of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-).

The Absorbing Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated October 12, 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Absorbing Company have not been amended since the incorporation date.

Its share capital currently stands at seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) divided into one hundred forty (140) shares of one hundred twenty-five Canadian Dollars (CAD 125.-) each, fully paid up. The Absorbing Company has not issued any securities other than those shares making up its share capital.

The Absorbing Company's corporate object is the following:

" **Art. 2.** The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit, loans (whether performing or non-performing), residential mortgages and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may enter into transactions, including financial transactions, with its affiliates on any terms including, without limitation, other than on arms length terms.

The Company may incorporate or acquire subsidiaries from time to time.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may acquire to resell or buy and sell real property or any other moveable or immoveable property in any country.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting."

b) The Absorbed Company is a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated under the laws of the Netherlands, with corporate seat at Amsterdam, the Netherlands, having its registered office at Barbara Strozilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, the Netherlands, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 33304089.

The Absorbed Company was incorporated on June 26, 1998 pursuant to a deed of incorporation executed by a civil law notary in Zutphen, the Netherlands, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 33304089 on July 2, 1998. The articles of association of the Absorbed Company have been most recently amended on September 7, 2005, executed by a civil law notary in Amsterdam.

The issued share capital of the Absorbed Company is currently eighteen thousand two hundred Euro (EUR 18,200.-). The share capital is divided into one hundred eighty-two (182) shares having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, fully paid up. The Absorbed Company has not issued any securities other than those shares making up its share capital.

The Absorbed Company's corporate object is the following (free translation):

Art. 2. The Company's objects are:

- a) to incorporate, participate in, and conduct the management of other companies and enterprises;
- b) to render administrative, technical, financial, economic or managerial services to other companies, persons and enterprises;

c) to acquire, dispose of manage and commercialize moveable and immoveable property and other goods, including patents, trademark rights, licences, permits and other industrial property rights;

d) to borrow and lend money, act as surety or guarantor in any other manner, and bind itself jointly and severally or otherwise in addition to or on behalf of others,

the foregoing whether or not in collaboration with third parties and inclusive other performance and promotion of all activities which directly and indirectly relate to those objects, all this in the broadest sense of the words.

1.3 Motives and objectives behind the Merger

a) The reasons for the Merger are the expected efficiencies and cost reductions, as well as the simplification and the rationalization of the group structure. The group has indeed decided to centralize its holding company in one jurisdiction in order to achieve efficiency and cost reduction.

b) It is not expected that the Merger will have any economic consequences other than efficiencies and cost reductions.

2. The Merger

2.1 Valuation and methods of valuation of the contribution: article 261 (4) d) of the Law and article 2:333d DCC

In order to determine the valuation of the Merger, for accounting and legal purposes, the contributed assets and liabilities of the Absorbed Company are valued, based on generally accepted accountancy principles at their book value being the CAD equivalent of three million forty-nine thousand nine hundred fifty Euro (EUR 3,049,950.-) pursuant to the official foreign exchange rate published by the ECB on the date of the EGM (the Converted Book Value), based on the interim financial statements of the Absorbed Company as of August 31, 2012.

2.2 Share capital increase and subsequent share capital reduction: article 261 (2) c) of the Law and articles 2:312 and 2:311 read in conjunction with articles 2:325 and 2:326 DCC

The Absorbed Company will contribute, by way of the Merger, all its assets and liabilities in their entirety without exception or reserve to the Absorbing Company.

In remuneration for the contribution of the assets and liabilities of the Absorbed Company, the Absorbing Company will increase its share capital by the amount of three hundred thousand Canadian Dollars (CAD 300,000.-) so as to raise it from its present amount of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) to three hundred seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 317,500.-) through the issuance of two thousand four hundred (2,400) new shares having a par value of one hundred twenty-five Canadian Dollars (CAD 125.-) each, of the same kind and carrying the same rights and obligations as the existing shares of the Absorbing Company. The remaining amount equal to the difference between the Converted Book Value and three hundred thousand Canadian Dollars (CAD 300,000.-) (allocated to the share capital reserve account of the Absorbing Company) will be allocated to the share premium reserve account of the Absorbing Company.

The newly issued shares of the Absorbing Company will all be allocated to the sole shareholder of the Absorbed Company being Stockard Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.731 and having a share capital of six hundred thousand Canadian Dollars (CAD 600,000.-) (the Sole Shareholder of the Absorbed Company).

The one hundred forty (140) own shares of the Absorbing Company that it has acquired as a result of the transfer of all the assets and liabilities by operation of law of the Absorbed Company will be cancelled simultaneously with the issuance of the new shares so that the share capital of the Absorbing Company will be decreased by the amount of seventeen thousand five hundred Canadian Dollars (CAD 17,500.-) simultaneously with the above share capital increase.

Article 6 of the articles of association of the Absorbing Company will be amended accordingly.

2.3 Registration of the new shares and of the cancelled shares

The newly issued shares and the cancelled shares will be registered in the shareholders' register of the Absorbing Company as of the Effective Date.

2.4 Right of the new shares to participate to the profit: article 261 (2) d) of the Law and article 2:326 subsection b DCC

The newly issued shares will entitle the Sole Shareholder of the Absorbed Company to participate in the profits of the Absorbing Company, it being understood that these rights only concern the undistributed dividends as of the Effective Date and any future dividends. This right is subject to no special condition.

2.5 Accounting date of the Merger: article 261 (2) e) of the Law and article 2:333i read in conjunction with 2:312 paragraph 2 subsection f DCC

For accounting purposes, the Merger shall be deemed to be effective as of the Effective Date.

2.6 Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares or corporate units, or the measures proposed concerning them: article 261 (2) f) of the Law

The rights and advantages granted to the Sole Shareholder of the Absorbed Company are similar to the rights and advantages granted to the sole shareholder of the Absorbing Company. Therefore, it is not required that the Absorbing Company creates shares conferring special rights.

2.7 Special advantages granted to the experts referred to in article 266 of the Law, to the members of the management board, board of directors and to the statutory auditors of the Companies and to any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law and article 2:312 paragraph 2 subsection d DCC

Neither the experts referred to in article 266 of the Law, nor the members of the management board, board of directors and the statutory auditors of the Companies and any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law and article 2:312 paragraph 2 subsection d DCC shall be entitled to receive any special advantages in connection with or as a result of the Merger.

2.8 Articles of association of the Absorbing Company

The articles of association of the Absorbing Company were drawn up by deed of incorporation executed on the twelfth day of October two thousand twelve before Maître Grethen, civil law notary in Luxembourg and not yet amended. The consecutive wording of the articles of association of the Absorbing Company as per the date of the Merger Proposal and the articles of association as they will read on the Effective Date are attached as Annex A and Annex B to the Merger Proposal, respectively.

2.9 Likely effects on the employment: article 261 (4) b) and c) of the Law and article 2:312 paragraph 2 subsection h read in conjunction with article 2:333 d subsection b DCC

The Merger is not expected to have any effect on the employment as the Absorbed Company has no employee.

2.10 Annual accounts or interim financial statements used to determine the valuation of the Merger: article 261 (4) e) of the Law and article 2:333d DCC read in conjunction with article 2:313 DCC

The dates of the most recently adopted annual accounts of the Companies' accounts used to establish the conditions of the Merger are:

a) For the Absorbing Company:

The interim statements as of October 15, 2012 have been used.

b) For the Absorbed Company:

The annual accounts for the financial years ended respectively on December 31, 2009, December 31, 2010 and December 31, 2011, together with the interim statements as of August 31, 2012 have been used.

2.11 Exercise of rights by the creditors: article 262 (2) c) of the Law and article 2:316 read in conjunction with 2:333e paragraph 1 subsection c DCC

The details of the arrangements made for the exercise of the rights of the creditors will be in the national laws as follows:

a) the Absorbed Company: article 2:316 DCC read in conjunction with article 2:333e paragraph 1 subsection c DCC; and

b) the Absorbing Company: article 268 of the Law.

The creditors of the Companies may obtain the complete information on the details made for the exercise of their rights at the following address:

a) Newtor Investments S.à r.l.

Registered office: 46a, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

b) NewTor Investments B.V.

Registered office: Barbara Strozilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, the Netherlands.

2.12 Granting of rights or compensations for the account of the Absorbing Company pursuant to article 2:320 read in conjunction with 2:312 paragraph 2 subsection c DCC

No rights or compensations will be granted.

2.13 Effects of the Merger on the goodwill and the distributable reserves of the Absorbing Company

The effects of the Merger on the goodwill and the distributable reserves will be as follows: none.

2.14 Information concerning the procedure of the codetermination of the arrangements with respect to the codetermination in the Absorbing Company

Due to the fact that the Absorbed Company has no employee, there is no requirement to make information concerning the procedure of the determination of the arrangements with respect to the codetermination in the Absorbing Company available.

2.15 Contemplated continuation or termination of activities

The activities of the Absorbed Company will be continued by the Absorbing Company. For the avoidance of doubt, the Merger will, not imply or provoke any termination of activities of the Companies.

2.16 Corporate approvals with respect to the Merger

The Merger Proposal and the Merger have been approved by the board of managers of the Absorbing Company. No prior approval by anybody of the Absorbed Company is required with respect to the Merger.

2.17 Proposal for the height of compensation of shareholders

No cash compensation for shareholders that vote against the Merger Proposal is contemplated as the sole shareholder of the Absorbing Company is the Absorbed Company which will not vote against the Merger.

2.18 Management reports on the Merger Proposal: article 265 (1) of the Law and article 2:327 DCC

In accordance with article 265 (1) of the Law and article 2:327 DCC the management of each of the Companies issued a report on the Merger which will be presented to the shareholders of the Companies.

2.19 Examination of the Merger Proposal by independent auditors: article 266 (1) of the Law and article 2:328 DCC

In accordance with article 266 (5) of the Law, article 2:328 paragraph 6 DCC and article 8 of the Directive 2005/56/EC, the shareholders of the Companies will waive the examination of the Merger Proposal by the independent auditors and the audit reports required by article 266 (1) and (2) of the Law and the first sentence of paragraph 1 and paragraph 2 of article 2:328 DCC.

A separate audit report will be drafted by PKF Wallast for the purpose of the second sentence of paragraph 1 of article 2:328 DCC.

2.20 Effects of the Merger for the holders of shares without voting right or the holders of shares without profit rights: article 2:326 subsection d DCC

There are no holders of shares without voting right or holders of shares without profit rights in the issued capital of the Absorbed Company.

2.21 Compensation of holders of shares without voting right or the holders of shares without profit rights: article 2:333h, 2:330a and 2:326 subsection e and f DCC

As there are no holders of shares without voting right or holders of shares without profit rights in the issued capital of the Absorbed Company, article 2:330a and 2:326 subsection e and f DCC are not applicable.

3. Consequences of the Merger

3.1 Universal transfer

The Merger will trigger ipso jure all the consequences detailed in article 274 of the Law and articles 2:309 and 2:310 read in conjunction with 2:311 DCC in particular, as a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

The Absorbing Company will become the owner of the assets transferred by the Absorbed Company by operation of law as they exist on the Effective Date, with no right of recourse whatsoever against the Absorbed Company.

The Absorbing Company shall pay, as from the Effective Date, all taxes, contributions, duties, levies and insurance premium which will or may become due with respect to the ownership of the assets which have been contributed.

As from the Effective Date, the Absorbing Company shall perform all agreements and obligations whatsoever of the Absorbed Company.

The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all the securities, either in rem or personal, attached thereto. The Absorbing Company shall thus be subrogated, without novation, in all rights, whether in rem or personal, of the Absorbed Company with respect to all assets and against all debtors without any exception.

The Absorbing Company shall incur all debts and liabilities of any kind of the Absorbed Company. In particular, it shall pay interest and principal on all debts and liabilities of any kind incurred by the Absorbed Company.

3.2 Corporate Documents

All corporate documents of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for as long as prescribed by the DCC.

3.3 Mandate of the management / statutory auditor(s) (if any)

The mandates of the members of the board of directors and of the statutory auditor(s) (if any) of the Absorbed Company will be terminated on the Effective Date. Full discharge (quitus) is given to the members of the board of directors and to the statutory auditor(s) for the performance of their mandate.

The mandates of the members of the board of managers of the Absorbing Company will not be affected by the Merger.

3.4 Winding up of the Absorbed Company

The Absorbed Company shall be wound up automatically at the Effective Date. The Absorbed Company's winding up shall not require any liquidation.

4. Miscellaneous

4.1 Registration

The Merger Proposal and the documentation as referred to in clause 4.2 under a. up to and including c. and e. of this Merger Proposal will be deposited by the Absorbed Company at the Dutch trade register of the Chamber of Commerce in Amsterdam, the Netherlands (Het handelsregister van de Kamers van Koophandel te Amsterdam) and will be published in the Dutch national gazette (Staatscourant) and a Dutch national newspaper at least one month prior to the extraordinary general meetings of the Companies to approve the Merger pursuant to articles 9 and 262 of the Law and article 2:314 read in conjunction with articles 2:316 and 2:317 DCC.

The Merger Proposal and the documentation as referred to in clause 4.2 under a. up to and including c. and e. of this Merger Proposal will be deposited by the Absorbing Company at the RCS and then published in the Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C at least one month prior to the extraordinary general meetings of the Companies to approve the Merger pursuant to articles 9 and 262 of the Law and article 2:314 read in conjunction with articles 2:316 and 2:317 DCC.

4.2 Documents available for inspection by the shareholders of the Companies: article 267 (1) of the Law and article 2:314 paragraph 2 read in conjunction with 2:328 paragraph 5 DCC

The sole shareholder of each of the Companies shall be entitled to inspect the following documents at the registered office of the Companies, at least one month before the date of the general meetings of the Companies called to decide on the terms of the Merger:

- a) the Merger Proposal,
- b) the annual accounts of the Absorbed Company for the last three financial years together with the management reports and, if necessary, an interim balance sheet, audited if need be, drawn up as per a date which must not be earlier than the first day of the third month preceding the date of the publication of the Merger Proposal, if the last annual accounts of the Absorbed Company relate to a year that ended more than six months before that date; and
- c) the interim balance sheet of the Absorbing Company, audited if need be, drawn up as per a date which must not be earlier than the first day of the third month preceding the date of the publication of the Merger Proposal;
- d) the management reports of article 265 (1) of the Law and article 2:313 DCC for each of the Companies;
- e) the audit report of article 2:328 paragraph 1 second sentence DCC read in conjunction with 2:328 paragraph 6 DCC for the Absorbed Company.

A copy of the above mentioned documents will be obtainable upon request and the documents under a. up to and including c. and e. are attached to the Merger Proposal under Annex C.

4.3 Powers - costs - choice of domicile

All powers are vested to any lawyer of Ober & Beerens to make the filings and publications required by law, to fulfill all legal formalities and to make all necessary notifications and, after the contribution has occurred, notify of and register this Merger Proposal wherever this may be necessary.

The charges and rights of the Merger Proposal and all those resulting from it directly or indirectly will be paid for by the Absorbing Company.

[Remainder of page intentionally left blank - Signature page follows]

Signature page to the draft terms and conditions of the cross-border merger between Newtor Investments S. à r. l. and Newtor Investments B. V.

On October 31, 2012, in Luxembourg.

In four originals

The Absorbing Company

Newtor Investments S.à r.l.

Eric Lechat / Michael Kidd

Manager / Manager

The Absorbed Company

Newtor Investments B.V.

Trust International Management (T.I.M.) B.V. / Trust International Management (T.I.M.) B.V.

Managing director / Managing director

Mr. E. Hoogeboom / Ms. H. Nasim

Attorney-in-fact A / Attorney-in-fact B

Annexes to these draft terms form an integrated part of the Merger Proposal.

Annexes:

Annex A Current articles of association of the Absorbing Company

Annex B Articles of association as of the Effective Date

Annex C Documents mentioned in 4.2 above under a. up to and including c. and e.

PROJET DE FUSION TRANSFRONTALIERE

ENTRE:

(1) Newtor Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 172.291 et ayant un capital social de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-) (la Société Absorbante), représentée par Michael Kidd and Eric Lechat, en leur qualité de gérants; et

(2) NewTor Investments B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon le droit néerlandais, ayant son siège social à Barbara Strozziiaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33304089 (la Société Absorbée), représentée par Trust International Management (T.I.M.) B.V., son gérant unique et à son tour représenté par ses représentants autorisés.

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ensemble désignées les Sociétés.

CONSIDERANT QUE:

A. Les Sociétés ont établi le présent projet de fusion transfrontalière inversée (le Projet de Fusion) en conformité avec les articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée de temps à autre (la Loi) et en conformité avec l'article 2:312 lu ensemble avec l'article 2:333d du Code Civil néerlandais (le CCN);

B. A ce jour, la Société Absorbée détient cent pour cent (100%) des parts sociales de la Société Absorbante;

C. Les Sociétés devront soumettre le présent Projet de Fusion à l'assemblée générale de leurs associés respectifs en conformité avec l'article 263 de la Loi; et

D. Selon l'article 273ter de la Loi et l'article 2:333i du CCN, la fusion transfrontalière inversée (la Fusion) prendra effet entre (i) la Société Absorbée et la Société Absorbante et (ii) à l'égard des tiers lorsque les décisions concomitantes des Sociétés seront adoptées et publiées, c'est-à-dire à la date de la publication faite conformément à l'article 9 de la Loi de la dernière assemblée générale de l'associé unique de la Société Absorbante (l'AGE) approuvant la Fusion proposée (la Date d'Effet).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

1. Caractéristiques de la fusion transfrontalière inversée envisagée

1.1 Fusion envisagée

Les gérants des deux Sociétés ont décidé d'entrer dans le processus de la Fusion en vue de transférer par l'effet de la loi les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante à la Date d'Effet en conformité avec les articles 273ter et 274 de la Loi et les articles 2:309 et 2:310 lus ensemble avec l'article 2:311 du CCN.

1.2 Caractéristiques des Sociétés impliquées dans la Fusion: article 261 (2)(a) de la Loi et article 2:312 du CCN

a) La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 172.291 et ayant un capital social de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-).

La Société Absorbante a été constituée par un acte de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 12 octobre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société Absorbante n'ont pas été modifiés depuis la date de constitution.

Son capital social s'élève actuellement à dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-) divisé en cent quarante (140) parts sociales de cent vingt-cinq Dollars Canadiens (CAD 125,-) chacune, totalement libérées. La Société Absorbante n'a pas émis d'autres titres que les parts sociales composant son capital social.

L'objet social de la Société Absorbante est le suivant:

" **Art. 2.** L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt, prêts (portant intérêts ou non), et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra conclure toutes transactions, y compris des transactions financières, avec ses filiales quelqu'en soient les termes et conditions.

La Société pourra également constituer des filiales ou acquérir des sociétés.

La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la cons-

truction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra acquérir pour revendre ou acquérir puis revendre tout types d'actifs mobiliers ou immobiliers dans tous pays.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative."

b) La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap niet beperkte acnopraketykheid) constituée selon le droit néerlandais, ayant son siège social à Barbara Strozilaan 201, Office 4.08L, 1083 HN Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33304089.

La Société Absorbée a été constituée le 26 juin 1998 suivant un acte de constitution signé par un notaire de résidence à Zutphen, Pays-Bas, inscrite auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33304089 le 2 juillet 1998. Les statuts de la Société Absorbée ont été modifiés pour la dernière fois le 7 septembre 2005 par un notaire de résidence à Amsterdam.

Le capital social émis de la Société Absorbée s'élève actuellement à dix-huit mille deux cents euros (EUR 18.200,-). Le capital social est divisé en cent quatre-vingt-deux (182) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune, entièrement libérées. La Société Absorbée n'a pas émis de titres autres que les actions composant son capital social.

L'objet social de la Société Absorbée est le suivant (traduction libre):

Art. 2. L'objet social de la Société est le suivant:

- a) constituer, participer à, et diriger la gestion d'autres sociétés et entreprises;
 - b) rendre des services d'ordre administratif, technique, financier, économique ou de gestion à d'autres sociétés, personnes et entreprises;
 - c) acquérir, disposer, gérer et commercialiser des biens mobiliers et immobiliers et d'autres biens, en ce compris des brevets, des droits de marques déposées, licences, autorisations et autres droits de propriété industrielle;
 - d) emprunter des fonds et accorder des prêts, se porter caution ou garant de toute autre manière, s'engager conjointement et solidairement ou autrement en complément ou pour le compte de tiers;
- ce qui précède en collaboration ou non avec des tiers et comprenant tout autre exercice ou promotion de toutes activités qui se rapportent directement ou indirectement à l'objet social de la Société, et ce dans le sens le plus large de ces termes.

1.3 Motivations et objectifs de la Fusion

a) Les raisons de la Fusion sont le rendement et la réduction des coûts attendus, ainsi que la simplification et la mise en ordre de la structure du groupe. Le groupe a en effet décidé de centraliser sa société holding dans une seule juridiction en vue d'atteindre le rendement et la réduction des coûts attendus.

b) Il n'est pas prévu que la Fusion ait de conséquences économiques autres que le rendement et la réduction des coûts.

2. La Fusion

2.1 Valorisation et méthodes d'évaluation de l'apport: article 261(4) d) de la Loi et article 2:333d du CCN

Afin de déterminer la valeur de la Fusion, à des fins comptables et légales, les actifs et passifs apportés par la Société Absorbée sont évalués, sur base des principes de comptabilité généralement reconnus, à leur valeur comptable, étant l'équivalent en CAD de trois millions quarante-neuf mille neuf cent cinquante Dollars Canadiens (CAD 3.049.950,-) sur la base du bilan intérimaire de la Société Absorbée daté du 31 août 2012.

2.2 Augmentation du capital social et réduction du capital social subséquente: article 261 (2) c) de la Loi et articles 2:312 et 2:311 lus ensemble avec les articles 2:325 et 2:326 du CCN

La Société Absorbée contribuera, par le biais de la Fusion, tous ses actifs et passifs dans leur intégralité, sans exception ni réserve à la Société Absorbante.

En rémunération de l'apport des actifs et passifs de la Société Absorbée, la Société Absorbante augmentera son capital social d'un montant de trois cent mille Dollars Canadiens (CAD300.000,-) de manière à l'augmenter de son montant actuel de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500,-) à trois cent dix-sept mille cinq cent Dollars Canadiens (CAD317.500,-) par l'émission de deux mille quatre cent (2.400) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq Dollars Canadiens (CAD 125,-) chacune, de la même nature et conférant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes de la Société Absorbante. Le montant restant équivalant à la différence entre la Valeur Comptable Convertie et trois cent mille Dollars Canadiens (CAD 300.000,-) (alloué au compte de réserve du capital social de la Société Absorbante) sera affecté au compte de réserve de la prime d'émission de la Société Absorbante.

Les parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante seront toutes attribuées à l'associé unique de la Société Absorbée étant Stockard Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 165.731 et ayant un capital social de six cent mille Dollars Canadiens (CAD 600.000,-) (l'Associé Unique de la Société Absorbée).

Les cent quarante (140) parts sociales détenues en propre par la Société Absorbante qu'elle a acquis à la suite du transfert de plein droit de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront annulées simultanément à l'émission

des nouvelles parts sociales afin que le capital social de la Société Absorbante soit diminué d'un montant de dix-sept mille cinq cents Dollars Canadiens (CAD 17.500.-) simultanément avec l'augmentation du capital social ci-dessus.

L'article 6 des statuts de la Société Absorbante sera modifié en conséquence.

2.3 Inscription des nouvelles parts sociales et des parts sociales annulées

Les parts sociales nouvellement émises et les parts sociales annulées seront inscrites dans le registre des associés de la Société Absorbante à compter de la Date d'Effet.

2.4 Le droit accordé par les nouvelles parts sociales de participer aux bénéfices: article 261 (2) d) de la Loi et l'article 2:326 sous-section b du CCN

Les parts sociales nouvellement émises donneront droit à l'Associé Unique de la Société Absorbée de participer aux bénéfices de la Société Absorbante, étant entendu que ces droits ne concernent que les dividendes non distribués à compter de la Date d'Effet et les dividendes futurs. Ce droit n'est subordonné à aucune condition particulière.

2.5 Date d'écriture comptable de la Fusion: l'article 261 (2) e) de la Loi et l'article 2:333i lu ensemble avec l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section f du CCN

A des fins comptables, la Fusion sera considérée comme effective à compter de la Date d'Effet.

2.6 Les droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard: article 261 (2) f) de la Loi

Les droits et avantages accordés à l'Associé Unique de la Société Absorbée sont similaires aux droits et avantages accordés à l'associé unique de la Société Absorbante. Par conséquent, la Société Absorbante n'est pas tenue de créer des parts sociales conférant des droits particuliers.

2.7 Avantages particuliers accordés aux experts visés à l'article 266 de la Loi, aux membres du conseil d'administration, au conseil de gérance et aux commissaires aux comptes des Sociétés et à toutes les personnes (le cas échéant) mentionnées à l'article 261 (2) g) de la Loi et l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section d du CCN

Ni les experts visés à l'article 266 de la Loi, ni les membres du conseil d'administration, du conseil de gérance ni les commissaires aux comptes des Sociétés ni toutes les personnes (le cas échéant) mentionnées à l'article 261 (2) g) de la Loi et à l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section d CCN ne recevront d'avantages particuliers en relation avec, ou résultant de la Fusion.

2.8 Statuts de la Société Absorbante

Les statuts de la Société Absorbante ont été établis par acte de constitution passé le douzième jour du mois d'octobre deux mille douze devant Maître Grethen, notaire de résidence à Luxembourg et non encore modifiés. Les statuts de la Société Absorbante tels qu'ils seront rédigés à la date du Projet de Fusion et les statuts de la Société Absorbante tels qu'ils seront rédigés à la Date d'Effet sont joints respectivement comme Annexe A et Annexe B du Projet de Fusion.

2.9 Effets probables sur l'emploi: article 261 (4) b) et c) de la Loi et article 2:312 paragraphe 2 sous-section h lu ensemble avec l'article 2:333 d sous-section b du CCN

La Fusion n'est supposée avoir aucun effet sur l'emploi étant donné que la Société Absorbée n'a aucun salarié.

2.10 Comptes annuels ou bilans intérimaires utilisés pour déterminer l'évaluation de la Fusion: article 261 (4) e) de la Loi et article 2:333d CCN lu ensemble avec l'article 2:313 du CCN

Les dates des plus récents comptes annuels adoptés des Sociétés utilisées pour établir les conditions de la Fusion sont:

a) Pour la Société Absorbante:

Le bilan intérimaire au 15 octobre 2012 a été utilisé.

b) Pour la Société Absorbée:

Les comptes annuels pour les exercices clos respectivement le 31 décembre 2009, le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011, ensemble avec le bilan intérimaire daté du 31 août 2012 ont été utilisés.

2.11 Exercice des droits par les créanciers: article 262 (2) c) de la Loi et article 2:316 lu ensemble avec l'article 2:333e paragraphe 1 sous-section c du CCN

Les détails des dispositions prises pour l'exercice des droits des créanciers seront dans les lois nationales comme suit:

a) la Société Absorbée: l'article 2:316 CCN lu ensemble avec l'article 2:333e paragraphe 1 sous-section c du CCN; et

b) la Société Absorbante: l'article 268 de la Loi.

Les créanciers des Sociétés peuvent obtenir les renseignements complets sur les détails établis pour l'exercice de leurs droits à l'adresse suivante:

a) Newtor Investments S.à r.l.

Siège social: 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

b) NewTor Investments B.V.

Siège social: Barbara Strozilaan 201, Office 4.08L, 1083 HNAmsterdam, Pays-Bas.

2.12 Octroi des droits ou compensations pour le compte de la Société Absorbante en application de l'article 2:320 lu ensemble avec l'article 2:312 paragraphe 2 sous-section c du CCN

Aucun droit ou compensation ne seront accordés.

2.13 Effets de la Fusion sur les fonds de commerce et les réserves distribuables de la Société Absorbante

Les effets de la Fusion sur les fonds de commerce et les réserves distribuables seront comme suit: aucun.

2.14 Renseignements concernant la procédure de codétermination des arrangements eu égard à la codétermination dans la Société Absorbante

En raison du fait que le Société Absorbée n'a aucun salarié, il n'est pas nécessaire de rendre disponible l'information concernant la procédure de codétermination des arrangements eu égard à la codétermination dans la Société Absorbante.

2.15 Continuation ou cessation d'activités envisagées

Les activités de la Société Absorbée seront poursuivies par la Société Absorbante. Pour éviter tout doute, la Fusion n'entraînera ni ne provoquera aucune cessation des activités des Sociétés.

2.16 Approbation de la Fusion par les Sociétés

Le Projet de Fusion et la Fusion ont été approuvés par le conseil de gérance de la Société Absorbante. Aucune approbation préalable par aucun organe de la Société Absorbée n'est requise pour la Fusion.

2.17 Proposition de la hauteur de la compensation des associés

Aucune compensation en espèces n'est envisagée pour les associés qui voteront contre le Projet de Fusion étant donné que l'associé unique de la Société Absorbante est la Société Absorbée, qui ne votera pas contre la Fusion.

2.18 Rapports des gérants sur le Projet de Fusion: article 265 (1) de la Loi et article 2:327 du CCN

En conformité à l'article 265 (1) de la Loi et à l'article 2:327 CCN, les conseils de gérance de chacune des Sociétés ont émis un rapport sur la Fusion qui sera présenté aux associés des Sociétés.

2.19 Examen du Projet de Fusion par des experts indépendants: article 266 (1) de la Loi et article 2:328 du CCN

Conformément à l'article 266 (5) de la Loi, l'article 2:328 paragraphe 6 du CCN et l'article 8 de la Directive 2005/56/CE, les associés des Sociétés renonceront à l'examen du Projet de Fusion par les experts indépendants et aux rapports des experts indépendants requis par l'article 266 (1) et (2) de la Loi et la première phrase du paragraphe 1 et paragraphe 2 de l'article 2:328 du CCN.

Un rapport des experts indépendants distinct sera rédigé par PKF Wallast tel que requis par la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 2:328 du CCN.

2.20 Effets de la Fusion pour les détenteurs de parts sociales sans droit de vote ou les détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices: article 2:326 sous-section d du CCN

Il n'existe aucun détenteur de parts sociales sans droit de vote ni de détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices dans le capital émis de la Société Absorbée.

2.21 Rémunération des détenteurs de parts sociales sans droit de vote ou des détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices: articles 2:333h, 2:330a et 2:326 sous-sections e et f du CCN

Comme il n'existe aucun détenteur de parts sociales sans droit de vote ni de détenteurs de parts sociales sans droit de participation aux bénéfices dans le capital émis de la Société Absorbée, les articles 2:330a et 2:326 sous-sections e et f du CCN ne sont pas applicables.

3. Conséquences de la Fusion

3.1 Transfert universel

La Fusion va déclencher ipso jure toutes les conséquences détaillées dans l'article 274 de la Loi et dans les articles 2:309 et 2:310 lus ensemble avec l'article 2:311 du CCN, en particulier, comme résultat de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales en circulation seront annulées.

La Société Absorbante deviendra propriétaire de plein droit des actifs transférés par la Société Absorbée tels qu'ils existent à la Date d'Effet, sans droit de recours d'aucune espèce contre la Société Absorbée.

La Société Absorbante doit payer, à compter de la Date d'Effet, toutes les taxes, cotisations, frais, prélèvements et primes d'assurance qui seront ou peuvent devenir exigibles compte tenu de la propriété des actifs qui lui ont été apportés.

A partir de la Date d'Effet, la Société Absorbante doit exécuter tous les accords et les obligations de toute sorte de la Société Absorbée.

Les droits et les revendications compris dans les actifs de la Société Absorbée doivent être transférés à la Société Absorbante avec tous les droits, soit réels ou personnels, qui y sont attachés. La Société Absorbante doit être ainsi subrogée, sans novation, dans tous les droits, soit réels ou personnels, de la Société Absorbée en ce qui concerne tous les actifs et contre tous les débiteurs sans aucune exception.

La Société Absorbante devra encourir toutes les dettes et les passifs de toute nature de la Société Absorbée. En particulier, elle devra payer les intérêts et les montants principaux sur toutes les dettes et obligations de toute nature contractées par la Société Absorbée.

3.2 Documents sociaux

Tous les documents sociaux de la Société Absorbée doivent être conservés au siège social de la Société Absorbante aussi longtemps que prescrit par le CCN.

3.3 Mandat du conseil d'administration/commissaire(s) aux comptes (le cas échéant)

Les mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire(s) aux comptes (le cas échéant) de la Société Absorbée seront résiliés à la Date d'Effet. Quitus est donné aux membres du conseil d'administration et au(x) commissaire(s) aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

Les mandats des membres du conseil de gérance de la Société Absorbante ne seront pas affectés par la Fusion.

3.4 Dissolution de la Société Absorbée

La Société Absorbée sera dissoute automatiquement à la Date d'Effet.

La dissolution de la Société Absorbée n'exigera aucune liquidation.

4. Divers

4.1 Enregistrement

Le Projet de Fusion et la documentation visée à l'alinéa 4.2 sous a. jusqu'à et y compris c. et e. de ce Projet de Fusion seront déposés par la Société Absorbée au registre du commerce néerlandais de la Chambre de Commerce d'Amsterdam, Pays-Bas (Het Handelsregister van de Kamers van Koophandel te Amsterdam) et sera publié dans la Gazette nationale néerlandaise (Staatscourant) et dans un journal national néerlandais au moins un mois avant les assemblées générales extraordinaires des Sociétés décidant l'approbation de la Fusion conformément aux articles 9 et 262 de la Loi et à l'article 2:314 lu ensemble avec les articles 2:316 et 2:317 du CCN.

Le Projet de Fusion et la documentation visée à l'alinéa 4.2 sous a. jusqu'à et y compris c. et e. de ce Projet de Fusion seront déposées par la Société Absorbante au RCS, puis publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C au moins un mois avant les assemblées générales extraordinaires des Sociétés décidant de l'approbation de la Fusion conformément aux articles 9 et 262 de la Loi et à l'article 2:314 lu conjointement avec les articles 2:316 et 2:317 CCN.

4.2 Documents disponibles pour inspection par les associés des Sociétés: article 267 (1) de la Loi et article 2:314 paragraphe 2 lu ensemble avec l'article 2:328 paragraphe 5 du CCN

L'associé unique de chacune des Sociétés doit avoir le droit d'inspecter les documents suivants au siège social des Sociétés, au moins un mois avant la date des assemblées générales des Sociétés appelées à se prononcer sur les termes de la Fusion:

- a) le Projet de Fusion;
- b) les comptes annuels de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices ainsi que les rapports de gestion et, si nécessaire, un bilan intérimaire, audité si besoin est, émis à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date de publication du Projet de Fusion, si les derniers comptes annuels de la Société Absorbée se rapportent à une année qui s'est terminée plus de six mois avant cette date;
- c) les comptes annuels intérimaires de la Société Absorbante audités si besoin est, établis à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date de publication du Projet de Fusion;
- d) les rapports de gestion selon l'article 265 (1) de la Loi et l'article 2:313 du CCN pour chacune des Sociétés;
- e) le rapport des experts indépendants selon l'article 2:328 paragraphe 1 deuxième phrase du CCN lu ensemble avec l'article 2:328 paragraphe 6 du CCN pour la Société Absorbée.

Une copie des documents mentionnés ci-dessus pourra être obtenue sur demande et les documents sous a. jusqu'à et y compris c. et e. sont annexés au Projet de Fusion à l'Annexe C.

4.3 Pouvoirs - coûts - choix du domicile

Tous les pouvoirs sont conférés à tout avocat d'Ober & Beerens pour procéder aux dépôts et publications prescrits par la loi, accomplir toutes les formalités légales et faire toutes les notifications nécessaires et, une fois l'apport effectué, notifier et enregistrer ce Projet de Fusion où cela pourra être nécessaire.

Les frais et droits relatifs au Projet de Fusion et tous ceux qui en résultent directement indirectement seront à la charge de la Société Absorbante.

[Le reste de cette page a été intentionnellement laissé en blanc - La page de signature suit]

Page de signature du projet de fusion transfrontalière entre Newtor Investments S.à r.l. et Newtor Investments B.V.

Luxembourg, le 31 octobre 2012.

En quatre originaux

La Société Absorbante

Newtor Investments S.à r.l.

Eric Lechat / Michael Kidd

Gérant / Gérant

La Société Absorbée

Newtor Investments B.V.

International Trust Management (T.I.M.) B.V. / International Trust Management (T.I.M.) B.V.

Gérant / Gérant

E.J. Hoogeboom / Hinna Nasim

Attorney-in-fact A / Attorney-in-fact B

Les annexes de ce projet constituent une partie intégrante à ce Projet de Fusion.

Annexes:

Annexe A Statuts actuels de la Société Absorbante

Annexe B Statuts à la Date d'Effet

Annexe C Documents mentionnés au paragraphe 4.2 ci-dessus sous a. jusqu'à et y compris c. et e.

PRE-MERGER ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit, loans (whether performing or non-performing), residential mortgages and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may enter into transactions, including financial transactions, with its affiliates on any terms including, without limitation, other than on arms length terms.

The Company may incorporate or acquire subsidiaries from time to time.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may acquire to resell or buy and sell real property or any other moveable or immoveable property in any country.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Newtor Investments S.à r.l.".

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at seventeen thousand five hundred Canadian Dollar (CAD 17,500-) divided into one hundred forty (140) shares of one hundred twenty five Canadian Dollar (CAD 125,-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles a shareholder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of a single manager, the Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its single manager.

In case of plurality of managers, the company will be validly committed towards third parties by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his powers to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another provided that a majority of the managers are in Luxembourg at the time of such meeting. Any meeting at which a majority of the board of managers is not present in Luxembourg will be deemed to be inquorate and must be reconvened. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The shareholders may appoint and remove any manager by way of a unanimous written resolution.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. If there are more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaires).

The operations of the Company shall be supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises and will determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six years. Statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises may be re-elected.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "la Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt, prêts (portant intérêts ou non), et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra conclure toutes transactions, y compris des transactions financières, avec ses filiales quelqu'en soient les termes et conditions.

La Société pourra également constituer des filiales ou acquérir des sociétés.

La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra acquérir pour revendre ou acquérir puis revendre tout types d'actifs mobiliers ou immobiliers dans tous pays.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «Newtor Investments S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à dix-sept mille cinq cents Dollar Canadien (CAD 17.500,-) représenté par cent quarante (140) parts sociales de cent vingt-cinq Dollar Canadien (CAD 125,-) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de cet agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire ayant pour effet que tous les gérants participant à la réunion puissent se comprendre mutuellement. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion pourvu que la majorité des gérants se trouvent à Luxembourg au moment de la réunion. Toute réunion au cours de laquelle la majorité des gérants ne sera pas présente à Luxembourg sera considérée comme ne s'étant pas tenue et devra être convoquée à nouveau.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

L'assemblée générale des associés devra nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer que des fonds suffisants sont disponibles en vue d'une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 19. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

POST-MERGER ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit, loans (whether performing or non-performing), residential mortgages and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may enter into transactions, including financial transactions, with its affiliates on any terms including, without limitation, other than on arms length terms.

The Company may incorporate or acquire subsidiaries from time to time.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may acquire to resell or buy and sell real property or any other moveable or immoveable property in any country.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Newtor Investments S.à r.l.".

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at three hundred thousand Canadian Dollars (CAD 300,000.-) divided into two thousand four hundred (2,400) shares of one hundred twenty five Canadian Dollars (CAD 125.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles a shareholder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of a single manager, the Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its single manager.

In case of plurality of managers, the company will be validly committed towards third parties by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his powers to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another provided that a majority of the managers are in Luxembourg at the time of such meeting. Any meeting at which a majority of the board of managers is not present in Luxembourg will be deemed to be inquorate and must be reconvened. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The shareholders may appoint and remove any manager by way of a unanimous written resolution.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. If there are more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaires).

The operations of the Company shall be supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises and will determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six years. Statutory auditor(s)/réviseurs d'entreprises may be re-elected.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "la Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt, prêts (portant intérêts ou non), et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra conclure toutes transactions, y compris des transactions financières, avec ses filiales quelqu'en soient les termes et conditions.

La Société pourra également constituer des filiales ou acquérir des sociétés.

La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou toute autre Société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra acquérir pour revendre ou acquérir puis revendre tout types d'actifs mobiliers ou immobiliers dans tous pays.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «Newtor Investments S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à trois cent mille Dollars Canadiens (CAD 300.000,-) représenté par deux mille quatre cents (2.400) parts sociales de cent vingt-cinq Dollars Canadiens (CAD 125,-) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de cet agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire ayant pour effet que tous les gérants participant à la réunion puissent se comprendre mutuellement. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion pourvu que la majorité des gérants se trouvent à Luxembourg au moment de la réunion. Toute réunion au cours de laquelle la majorité des gérants ne sera pas présente à Luxembourg sera considérée comme ne s'étant pas tenue et devra être convoquée à nouveau.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

L'assemblée générale des associés devra nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer que des fonds suffisants sont disponibles en vue d'une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 19. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

*Annual Report and Accounts
December 31, 2009*

*Annual Report
December 31, 2009*

The Managing Director is pleased to present the annual report and accounts of the Company for the financial year ended December 31, 2009.

Overview of Activities

The current principal activity of the Company is the holding and financing of a subsidiary company that invests in a hotel in Toronto, Canada.

There will be no significant change during the coming years in the activities.

During the period under review, the Company recorded a net loss of EUR 188,877, details of which are set out in the attached Profit and Loss Account.

Future Developments

The Management does not anticipate any changes during the coming financial year.

Post Balance Sheet Events

No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year that have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the state of affairs of the Company in subsequent financial periods.

Amsterdam, June 18, 2010.

Trust International Management (T.I.M.) B.V.

Signatures

*Balance Sheet as at December 31, 2009
(before appropriation of results)*

	Notes	2009	2008
ASSETS			

Fixed Assets			
Investment	(4)	6,887,517	6,436,542
Loan receivable	(5)	16,079,606	12,001,039
		<u>22,967,123</u>	<u>18,437,581</u>
Current Assets			
Interest receivable	(6)	849,943	493,143
Corporate tax receivable	(7)	52,324	0
VAT receivable		2,519	2,988
Cash at banks	(8)	223,954	257,273
		<u>1,128,740</u>	<u>753,404</u>
TOTAL ASSETS		24,095,863	19,190,985
SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES			
Shareholder's Equity (9)			
Issued and fully paid share capital		18,200	18,200
Share premium		4,265,968	4,265,968
Accumulated deficit		(360,525)	(225,580)
Net result for the year		(188,877)	(134,945)
		<u>3,734,766</u>	<u>3,923,643</u>
Long-term Liabilities			
Loan payable back-to-back	(10)	16,329,541	11,688,902
Loan payable	(11)	3,080,490	2,464,585
		<u>19,410,031</u>	<u>14,153,487</u>
Current Liabilities			
Interest payable back-to-back loan	(12)	775,633	951,388
Interest payable loan	(13)	147,384	137,811
Corporate income tax 2005		12,994	12,994
Corporate income tax 2007		0	1,608
Accounts payable and accrued expenses	(14)	15,055	10,054
		<u>951,066</u>	<u>1,113,855</u>
TOTAL SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES		24,095,863	19,190,985

Profit and Loss Account for the year ended December 31, 2009

	Notes	2009	2008
Operational Income/(Expense)			
General and administrative expenses	(15)	(14,999)	(15,969)
Financial Income/(Expense)			
Interest income - loan	(16)	1,831,051	1,518,835
Interest income bank		0	127
Interest income tax authorities		0	87
Interest expenses - back to back loan	(17)	(1,825,961)	(1,485,022)
Interest expenses - loan	(18)	(160,118)	(137,811)
Realized foreign exchange transaction result		(14,296)	25,155
Unrealized foreign exchange valuation result		(4,554)	(25,745)
Result before provision for corporate tax		(188,877)	(120,343)
Provision for corporate tax	(19)	0	(14,602)
NET RESULT FOR THE YEAR		(188,877)	(134,945)

The accompanying notes form part of these accounts.

Notes to the Annual Accounts December 31, 2009

1. Group Affiliation and Principal Activities. The Company, incorporated on June 26, 1998 is a limited liability company with its statutory seat in Amsterdam, The Netherlands.

The Company is wholly owned by Stockard Investments NV, Curacao.

The principal activities of the Company are the holding and financing of group companies.

2. Basis of Presentation. The accompanying annual accounts have been prepared in accordance with principles of accounting generally accepted in The Netherlands and are in compliance with the provisions of the Netherlands Civil Code, Book 2, Title 9.

3. Significant Accounting Policies.

a. General

Assets and liabilities are stated at face value unless indicated otherwise.

b. Financial Fixed Assets

The investments in subsidiaries are stated at historical acquisition cost or, in case of a permanent impairment of the value of the investment, at lower market value as of year-end.

c. Foreign Currencies

Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into Euros at rates of exchange ruling at the balance sheet date.

Transactions in foreign currencies are translated at the rates in effect at the dates of transactions.

Exchange rates used at year-end are:

	2009	2008
CAD	0.66392	0.58786

d. Recognition of Income and Expense

Dividends from investments are recorded as income in the year they are declared.

Other income and expenses, including taxation, are recognized and reported in accordance with the accrual concept.

4. Investment.

			2009	2008
	% held	shares held		
Kintor Investments Ltd., Canada				
Incorporated in the province of British Columbia on August 22, 2005				
without par value	100	25		
Kintor Investments Ltd holds 80% of the outstanding share capital of the Holiday Inn on King Street, Toronto. Capital invested on August 30, 2005 was CAD 5,740,000 at historical rate 0.68689 purchase the remaining 20% share capital				
capital invested on January 1, 2006 was CAD 3,433,325 at historical rate 0.72635			3,942,752	3,942,752
capital invested on May 27, 2009 CAD 700,000.-			2,493,790	2,493,790
			450,975	0
			<u>6,887,517</u>	<u>6,436,542</u>

5. Loan receivable.

			2009	2008
Kintor Investments Ltd., Canada				
Promissory note issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 14%.				
Interest is due semi-annually and will be compounded				
1/1/2009 opening balance	CAD	12,539,143		
3/1/2009 interest rollover	CAD	283,763		
8/30/2009 interest rollover	CAD	895,144		
	CAD	<u>13,718,050</u>	9,107,716	7,371,256
Promissory note A+B issued on January 1, 2006 and repayable on December 31, 2010 at a fixed rate of 14%.				
Interest is due semi-annually and will be compounded				
1/1/2009 opening balance	CAD	7,344,689		
1/1/2009 interest rollover	CAD	516,938		
7/1/2009 interest rollover	CAD	545,791		
	CAD	<u>8,407,418</u>	5,581,870	4,317,646
Promissory note (not yet issued) and repayable on demand at a fixed rate of 14%.				

Interest is due semi-annually and will be compounded

5/27/2009 principal loan amount	CAD	1,400,000		
12/1/2009 interest rollover	CAD	100,953		
	CAD	<u>1,500,953</u>	<u>996,516</u>	<u>0</u>
		23,626,421	15,686,102	11,688,902

Rudyfel Investments B.V.. the Netherlands

Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.

Interest is due semi-annually and will be compounded

1/1/2009 opening balance	CAD	530,973		
1/1 /2009 interest rollover	CAD	30,260		
7/1/2009 interest rollover	CAD	<u>31,463</u>		
	CAD	<u>592,696</u>	<u>393,504</u>	<u>312,137</u>
	CAD	24,219,117	16,079,606	12,001,039

6. Interest receivable.

2009 2008

Kingtor Investments Ltd.. Canada

Promissory note issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 14%.

1/1/2009 opening balance	CAD	391,177		
3/1/2009 interest rollover	CAD	(283,763)		
8/30/2009 interest rollover	CAD	(895,144)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	1,831,360		
12/31/2009 WHT due at 10%	CAD	<u>(183,135)</u>		
	CAD	860,495	571,302	229,958

Promissory note A+B

1/1/2009 opening balance	CAD	417,440		
1/1/2009 interest rollover	CAD	(516,938)		
7/1/2009 interest rollover	CAD	(545,791)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	1,139,147		
12/31/2009 WHT due at 10%	CAD	<u>(113,915)</u>		
	CAD	379,943	252,253	245,396

Promissory note (not yet issued)

12/1/2009 interest rollover	CAD	(100,953)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	118,800		
12/31 /2009 WHT due at 10%	CAD	<u>(11,880)</u>		
	CAD	<u>5,967</u>	<u>3,962</u>	<u>0</u>
	CAD	1,246,405	827,517	475,354

Rudyfel Investments B.V., the Netherlands

Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.

1/1/2009 opening balance	CAD	30,260		
1/1/2009 interest rollover	CAD	(30,260)		
7/1/2009 interest rollover	CAD	(31,463)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	<u>65,240</u>		
	CAD	<u>33,777</u>	<u>22,426</u>	<u>17,789</u>
	CAD	1,280,182	849,943	493,143

7. Corporate tax accrued.

2009 2008

2007

Liability in relation to WHT adjustment	(1,608)		
paid provisional assessment 2007	53,932		
		52,324	0

52,324	0
--------	---

8. Cash at banks.

		2009	2008
Citco Bank Nederland N.V.. Amsterdam current account		98	(1)
	CAD 337,172	<u>223,856</u>	<u>257,274</u>
		223,954	257,273

9. Shareholder's equity. The authorized share capital of the Company is EUR 90,000 divided into 900 shares of EUR 100 each.

At balance sheet date a total of 182 shares were issued and fully paid.

Additional share premium was inserted on January 1, 2006.

Movements in the shareholder's equity accounts are as follows:

	2008	Changes for the Year	2009
Issued and fully paid share capital	18,200	0	18,200
Share premium	4,265,968	0	4,265,968
Accumulated deficit	(225,580)	(134,945)	(360,525)
Net result for the year	(134,945)	134,945	0
		<u>(188,877)</u>	<u>(188,877)</u>
	<u>3,923,643</u>	<u>(188,877)</u>	<u>3,734,766</u>

10. Loan payable back-to-back.

		2009	2008
Stockard Investments N.V.. Curacao. Netherlands Antilles Loan agreement issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 12.475%. Interest is due semi-annually and will be compounded			
1/1/2009 opening balance	CAD 12,539,143		
3/1/2009 interest rollover	CAD 1,260,260		
8/30/2009 interest rollover	CAD 858,380		
	<u>CAD 14,657,783</u>	9,731,625	7,371,256
Promissory note A+B issued on January 1, 2006 and repayable on December 31, 2010 at a fixed rate of 12.475%. Interest is due semi-annually and will be compounded			
1/1/2009 opening balance	CAD 7,344,689		
1/1/2009 interest rollover	CAD 610,985		
7/1/2009 interest rollover	CAD 492,157		
	<u>CAD 8,447,831</u>	5,608,701	4,317,646
Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%. Interest is due semi-annually and will be compounded			
5/27/2009 principal loan amount	CAD 1,400,000		
12/1/2009 interest rollover	CAD 89,957		
	<u>CAD 1,489,957</u>	989,215	0
	<u>CAD 24,595,571</u>	<u>16,329,541</u>	<u>11,688,902</u>

11. Loan payable.

		2009	2008
Stockard Investments N.V.. Curacao. Netherlands Antilles Loan agreement issued on August 30, 2005 and repayable on August 30, 2029 at 5.5% interest due annually on December 31 and will be compounded upon non payment.			
1/1/2009 opening balance	2,464,585		
1/1/2009 interest rollover	137,811		
		2,602,396	2,464,585

Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 5.5%.

Interest is due semi-annually and will be compounded

5/27/2009 principal loan amount	CAD	700,000		
12/1/2009 interest rollover	CAD	20,106		
	CAD	720,106	478,094	0
			<u>3,080,490</u>	<u>2,464,585</u>

12. Interest payable back-to-back loan.

2009 2008

Stockard Investments N.V., Curacao, Netherlands Antilles

Loan agreement issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 12.475%.

1/1/2009 opening balance	CAD	1,007,406		
3/1/2009 interest rollover	CAD	(1,260,260)		
8/30/2009 interest rollover	CAD	(858,380)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	<u>1,732,441</u>		
CAD	CAD	621,207	412,434	592,214

Promissory note A+B issued on January 1, 2006 and repayable on December 31, 2010 at a fixed rate of 12.475 %.

1/1/2009 opening balance	CAD	610,985		
1/1/2009 interest rollover	CAD	(610,985)		
7/1/2009 interest rollover	CAD	(492,157)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	<u>1,023,421</u>		
CAD	CAD	531,264	352,718	359,174

Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%.

12/1 /2009 interest rollover CAD	CAD	(89,957)		
12/31/2009 interest 2009 CAD	CAD	105,743		
	CAD	<u>15,786</u>	10,481	0
	CAD	1,168,257	775,633	951,388

13. Interest payable loan.

2009 2008

Stockard Investments N.V., Curacao, Netherlands Antilles

EUR facility at 5.5%

1/1/2009 opening balance		137,811		
1/1/2009 interest rollover		(137,811)		
12/31/2009 interest 2009		145,120		
			145,120	137,811

Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 5.5%.

Interest is due semi-annually and will be compounded

12/1/2009 interest rollover	CAD	(20,106)		
12/31/2009 interest 2009	CAD	<u>23,516</u>		
	CAD	3,410	2,264	0
			<u>147,384</u>	<u>137,811</u>

14. Accounts payable and accrued expenses.

2009 2008

Accounts payable		5,498	1,804
Accrued tax advisory fees		9,557	6,000
Accrued accounting fees		<u>0</u>	<u>2,250</u>
		15,055	10,054

15. General and administrative expenses.

2009 2008

Tax advisory fees	7,973	4,439
Management fee	4,794	5,156
Accounting fee	1,299	5,428
General expenses	626	819
Bank charges	307	127
	<u>14,999</u>	<u>15,969</u>

16. Interest income loan.

	2009	2008
Kingtor Investments Ltd., Canada		
Promissory Note CAD 11,460,000	CAD 1,648,224	1,064,310
Promissory Note A+B	CAD 1,025,232	656,753
Promissory note May 25, 2009	CAD 106,920	68,206
	<u>CAD 2,780,376</u>	<u>1,789,269</u>
Rudyfel Investments B.V., the Netherlands		
CAD 500,000 Promissory Note	CAD 65,240	41,782
	<u>CAD 2,845,616</u>	<u>1,831,051</u>

17. Interest expense back-to-back loan.

	2009	2008
Stockard Investments N.V., Curacao, Netherlands Antilles		
Promissory Note CAD 11,460,000	CAD 1,732,441	1,105,552
Promissory Note A+B	CAD 1,023,421	652,957
Promissory note May 25, 2009	CAD 105,743	67,452
	<u>CAD 2,861,605</u>	<u>1,825,961</u>

18. Interest expense loan.

	2009	2008
Stockard Investments N.V., Curacao, Netherlands Antilles		
EUR facility 5.5%	145,120	137,811
Promissory note May 25, 2009 5.5%	CAD 23,516	14,998
	<u>160,118</u>	<u>137,811</u>

19. Provision for corporate tax. The corporate tax is based on the fiscal result, taking into account that certain income and expenses as reported in the profit and loss account are exempted from taxation.

	2009	2008
CIT 2005 due in relation to WHT adjustment	0	(12,994)
CIT 2007 due in relation to WHT adjustment	0	(1,608)
	<u>0</u>	<u>(14,602)</u>

20. Directors and employees. The Company has no employees other than its director.

The Company had one director during the year. No loans or advances have been given or received from the director.

The Company has no supervisory directors.

Supplementary Information December 31, 2009

1. Proposed Appropriation of Results. Subject to the provision under Dutch law that no dividends can be declared until all losses have been recovered, profits are at the disposal of the Annual General Meeting of Shareholders in accordance with the Company's Articles of Incorporation,

The management proposed not to declare a dividend and to add the net result for the year to the accumulated deficit.

This proposal has not been reflected in the accompanying annual accounts.

2. Post Balance Sheet Events. No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year which have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the affairs of the Company.

3. Auditors' Report. The Company qualifies as a "small company" and in accordance with Article 396 § 6 of the Civil Code of The Netherlands, Book 2, Title 9, no audit is required.

Rapport et Comptes Annuels
31 décembre 2009

Rapport Annuels
31 décembre 2009

Le Gérant a le plaisir de présenter le rapport et les comptes annuels de la Société pour l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2009

Présentation globale des activités

La Société a actuellement pour activité principale la détention et le financement d'une filiale qui investit dans un hôtel à Toronto, Canada.

Aucun changement majeur n'est prévu pour les prochains exercices.

Au cours de l'exercice en question, la Société a enregistré une perte nette de EUR 188.877 dont les détails sont repris dans le Compte des Profits et Pertes en annexe.

Développements futurs

La Gérance n'anticipe pas de changements majeurs au cours du prochain exercice.

Evénements postérieurs au bilan

Il ne s'est produit aucun événement d'une importance particulière depuis la fin de l'exercice social qui a ou aurait pu affecter de manière significative les opérations de la Société, les résultats de ces opérations ou les affaires internes de la Société pour les exercices sociaux à venir.

Amsterdam, 18 juin 2010.

Trust International Management (T.I.M.) B.V.

Bilan au 31 décembre 2009 (avant affectation des résultats)

	Notes	2009	2008
ACTIF			
Actif immobilisé			
Investissements	-4	6.887.517	6.436.542
Créances sur prêts	-5	16.079.606	12.001.039
		<u>22.967.123</u>	<u>18.437.581</u>
Actif circulant			
Créances sur intérêts	-6	849.943	493.143
Créances impôt sur les sociétés	-7	52.324	0
Créances TVA		2.519	2.988
Avoirs en banque	-8	223.954	257.273
		<u>1.128.740</u>	<u>753.404</u>
TOTAL ACTIF		24.095.863	19.190.985
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres	-9		
Capital social émis et entièrement libéré		18.200	18.200
Prime d'émission		4.265.968	4.265.968
Perte accumulée		-360.525	-225.580
Résultat net de l'exercice		-188.877	-134.945
		<u>3.734.766</u>	<u>3.923.643</u>
Passif à long terme			
Prêt sur financement back-to-back	-10	16.329.541	11.688.902
Prêt sur autres financements	-11	3.080.490	2.464.585
		<u>19.410.031</u>	<u>14.153.487</u>
Passif à court terme			
Intérêts sur financement back-to-back	-12	775.633	951.388
Intérêts sur autres financements	-13	147.384	137.811
Impôt sur le revenu des sociétés 2005		12.994	12.994
Impôt sur le revenu des sociétés 2007		0	1.608
Autres dettes	-14	15.055	10.054
		<u>951.066</u>	<u>1.113.855</u>

TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	24.095.863	19.190.985
--	------------	------------

Les annexes forment partie intégrante de ce bilan.

Comptes de Profits et Pertes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009

	Notes	2009	2008
Résultat d'exploitation/(Perte)			
Frais généraux et administratifs	-15	-14.999	-15.969
Résultat financier/(Perte)			
Revenus d'intérêts - prêts	-16	1.831.051	1.518.835
Revenus d'intérêts bancaires		0	127
Revenus d'intérêts de l'administration fiscale		0	87
Dettes d'intérêts - financement back-to-back	-17	-1.825.961	-1.485.022
Dettes d'intérêts - prêts	-18	-160.118	-137.811
Résultat d'opérations de change réalisé		-14.296	25.155
Résultat d'opérations de change non réalisé		-4.554	-25.745
Résultat avant provision pour impôt sur les sociétés		-188.877	-120.343
Provision pour impôt sur les sociétés	-19	0	-14.602
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-188.877	-134.945

Les annexes forment partie intégrante de ce bilan.

**Notes aux Comptes Annuels
31 décembre 2009**

1. Affiliation au groupe et activités principales. La Société, constituée le 26 juin 1998, est une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à Amsterdam, Pays-Bas.

La Société est une filiale à 100% de Stockard Investments NV, Curaçao.

La Société a pour activité principale la détention et le financement de sociétés du groupe.

2. Base de présentation. Les comptes annuels ci-joint ont été préparés selon les principes comptables généralement acceptés aux Pays-Bas et sont conformes aux dispositions du Code Civil néerlandais, Livre 2, Titre 9.

3. Principales règles comptables.

a. Généralités

Les actifs et passifs sont indiqués à leur valeur nominale, sauf indication contraire.

b. Valeurs mobilières

Les investissements dans les filiales sont indiqués au coût d'acquisition historique ou, en cas de dépréciation de valeur considérée comme permanente, à la valeur de marché la plus faible en fin d'exercice.

c. Devises

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les transactions en devises étrangères sont libellées aux taux de change en vigueur à la date des transactions.

Taux de change utilisés en fin d'exercice:

	2009	2008
	CAD 0,66392	0,58786

d. Comptabilisation des revenus et charges

Les dividendes sur investissements sont enregistrés dans les revenus de l'exercice au cours duquel ils sont déclarés.

Les autres revenus et charges, y compris les impôts, sont constatés et déclarés conformément au principe qu'ils seront payés au terme.

4. Investissements.

	2009	2008
	%	parts
	détenu	détenues
Kingtor Investments Ltd., Canada		
Constituée dans la province de Colombie Britannique le 22 août 2005, sans valeur nominale	100	25
Kingtor Investments Ltd détient 80% du capital social en circulation de Holiday Inn sur King Street, Toronto.		

30 août 2005: capital investi CAD 5,740,000 au taux historique de 0.68689		3.942.752	3.942.752
afin de permettre à Kingtor Investments Ltd d'acquérir les 20% restants du capital social 1 ^{er} janvier 2006: capital investi CAD 3,433,325 au taux historique de 0.72635		2.493.790	2.493.790
27 mai 2009: capital investi CAD 700.000,-		450.975	0
		<u>6.887.517</u>	<u>6.436.542</u>

5. Créances sur prêt.

		2009	2008
Kingtor Investments Ltd., Canada			
Billet à ordre émis le 30 août 2005 et remboursable le 31 août 2010 à un taux fixe de 14%.			
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	12.539.143	
3/1/2009 rollover	CAD	283.763	
8/30/2009 rollover	CAD	895.144	
	CAD	<u>13.718.050</u>	9.107.716
			7.371.256
Billet à ordre A+B émis le 1 ^{er} janvier 2006 et remboursable le 31 décembre 2010 à un taux fixe de 14%.			
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres			
1/1 /2009 report à nouveau	CAD	7.344.689	
1/1/2009 rollover	CAD	516.938	
7/1/2009 rollover	CAD	545.791	
	CAD	<u>8.407.418</u>	5.581.870
			4.317.646
Billet à ordre (non encore émis) et remboursable sur demande à un taux fixe de 14%.			
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres			
5/27/2009 montant du principal	CAD	1.400.000	
12/1/2009 rollover	CAD	100.953	
	CAD	<u>1.500.953</u>	996.516
		<u>23.626.421</u>	<u>15.686.102</u>
			0
			11.688.902
Rudyfel Investments B.V.. the Netherlands Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et remboursable le 31 décembre 2011 à un taux fixe de 11.305%.			
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	530.973	
1/1/2009 rollover	CAD	30.260	
7/1/2009 rollover	CAD	31.463	
	CAD	<u>592.696</u>	393.504
	CAD	<u>24.219.117</u>	<u>16.079.606</u>
			312.137
			12.001.039

6. Créances sur intérêts.

		2009	2008
Kingtor Investments Ltd.. Canada			
Billet à ordre émis le 30 août 2005 et remboursable le 31 août 2010 à un taux fixe de 14%.			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	391.177	
3/1/2009 rollover	CAD	-283.763	
8/30/2009 rollover	CAD	-895.144	
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	1.831.360	
12/31/2009 retenue à la source exigible de 10%	CAD	<u>-183.135</u>	
	CAD	<u>860.495</u>	571.302
			229.958
Billet à ordre A+B			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	417.440	

1/1/2009 rollover	CAD	-516.938		
7/1/2009 rollover	CAD	-545.791		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	1.139.147		
12/31/2009 retenue à la source exigible de 10%	CAD	<u>-113.915</u>		
	CAD	379.943	252.253	245.396
Billet à ordre (non encore émis)				
12/1/2009 rollover	CAD	-100.953		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	118.800		
12/31/2009 retenue à la source exigible de 10%	CAD	<u>-11.880</u>		
	CAD	5.967	3.962	0
	CAD	<u>1.246.405</u>	<u>827.517</u>	<u>475.354</u>
Rudyfel Investments B.V., Pays-Bas Billet à ordre émis le 18 décembre 2007 et remboursable le 31 décembre 2011 à un taux fixe de 11.305%.				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	30.260		
1/1/2009 rollover	CAD	-30.260		
7/1/2009 rollover	CAD	-31.463		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	<u>65.240</u>		
	CAD	33.777	22.426	17.789
	CAD	<u>1.280.182</u>	<u>849.943</u>	<u>493.143</u>

7. Impôt sur les sociétés échu.

		2009	2008
2007			
Dette en relation avec l'ajustement de la retenue à la source		-1.608	
provision 2007 payée		53.932	
		<u>52.324</u>	<u>0</u>
		52.324	0

8. Avoirs en banque.

		2009	2008
Citco Bank Nederland N.V., Amsterdam compte courant		98	-1
	CAD	337.172	223.856
		<u>223.954</u>	<u>257.273</u>

9. Capitaux propres. Le capital social autorisé de la Société est de EUR 90,000 divisé en 900 actions de EUR 100 chacune.

A la date du bilan, un total de 182 actions étaient émises et entièrement libérées.

Une prime d'émission additionnelle a été insérée le 1^{er} janvier 2006.

Les mouvements dans les comptes de capitaux propres sont représentés comme suit:

	2008	Mouvements de l'exercice	2009
Capital social émis et entièrement libéré	18.200	0	18.200
Prime d'émission	4.265.968	0	4.265.968
Perte accumulée	-225.580	-134.945	-360.525
Résultat net de l'exercice	-134.945	134.945	0
		<u>-188.877</u>	<u>-188.877</u>
	3.923.643	-188.877	3.734.766

10. Prêt sur financement back-to-back.

Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises 2009 2008
 Contrat de prêt émis le 30 août 2005 et remboursable le 31 août 2010
 à un taux fixe de 12.475%.

Des intérêts composés sont dûs tous les semestres

1/1/2009 report à nouveau	CAD	12.539.143
3/1/2009 rollover	CAD	1.260.260
8/30/2009 rollover	CAD	858.380

	CAD	<u>14.657.783</u>	9.731.625	7.371.256
Billet à ordre A+B émis le 1 ^{er} janvier 2006 et remboursable le 31 décembre 2010 à un taux fixe de 12.475%.				
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	7.344.689		
1/1/2009 rollover	CAD	610.985		
7/1/2009 rollover	CAD	<u>492.157</u>		
	CAD	8.447.831	5.608.701	4.317.646
Billet à ordre émis le 25 mai 2009 et remboursable sur demande à un taux fixe de 12.475%.				
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres				
5/27/2009 montant du principal	CAD	1.400.000		
12/1/2009 rollover	CAD	<u>89.957</u>		
	CAD	<u>1.489.957</u>	989.215	0
	CAD	24.595.571	16.329.541	11.688.902

11. Prêt sur autres financements.

			2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises				
Contrat de prêt émis le 30 août 2005 et remboursable le 30 août 2029 à un taux d'intérêt annuel de 5.5% dû au 31 décembre. Les intérêts seront composés en cas de non-paiement.				
1/1/2009 report à nouveau		2.464.585		
1/1/2009 rollover		137.811		
			2.602.396	2.464.585
Billet à ordre émis le 25 mai 2009 et remboursable sur demande à un taux fixe de 5.5%.				
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres.				
5/27/2009 montant du principal	CAD	700.000		
12/1/2009 rollover	CAD	<u>20.106</u>		
	CAD	720.106	478.094	0
			3.080.490	2.464.585

12. Intérêts sur financement back-to-back.

			2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises				
Contrat de prêt émis le 30 août 2005 et remboursable le 31 août 2010 à un taux fixe de 12.475%.				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	1.007.406		
3/1/2009 rollover	CAD	-1.260.260		
8/30/2009 rollover	CAD	-858.380		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	<u>1.732.441</u>		
	CAD	621.207	412.434	592.214
Billet à ordre A+B émis le 1 ^{er} janvier 2006 et remboursable le 31 décembre 2010 à un taux fixe de 12.475 %.				
1/1/2009 report à nouveau	CAD	610.985		
1/1/2009 rollover	CAD	-610.985		
7/1/2009 rollover	CAD	-492.157		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	<u>1.023.421</u>		
	CAD	531.264	352.718	359.174
Billet à ordre émis le 25 mai 2009 et remboursable sur demande à un taux fixe de 12.475%.				
12/1/2009 rollover	CAD	-89.957		
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	<u>105.743</u>		
	CAD	15.786	10.481	0

	CAD	1.168.257	775.633	951.388
--	-----	-----------	---------	---------

13. Intérêts sur autres financements.

		2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises prêt EUR à 5.5%			
1/1/2009 report à nouveau	CAD	137.811	
1/1/2009 rollover		-137.811	
12/31/2009 intérêts 2009		145.120	
		145.120	137.811
Billet à ordre émis le 25 mai 2009 et remboursable sur demande à un taux fixe de 5.5%.			
Des intérêts composés sont dûs tous les semestres.			
12/1/2009 rollover	CAD	-20.106	
12/31/2009 intérêts 2009	CAD	23.516	
	CAD	3.410	0
		147.384	137.811

14. Autres dettes.

		2009	2008
Montants payables		5.498	1.804
Montant échu sur honoraires de conseil fiscal		9.557	6.000
Montant échu sur honoraires comptables		0	2.250
		15.055	10.054

15. Frais généraux et administratifs.

		2009	2008
Honoraires de conseil fiscal		7.973	4.439
Honoraires de gestion		4.794	5.156
Honoraires comptables		1.299	5.428
Frais généraux		626	819
Frais bancaires		307	127
		14.999	15.969

16. Revenus d'intérêts.

		2009	2008
Kingtor Investments Ltd., Canada			
Billet à ordre CAD 11,460,000	CAD	1.648.224	1.064.310
Billet à ordre A+B	CAD	1.025.232	656.753
Billet à ordre 25 mai 2009	CAD	106.920	68.206
	CAD	2.780.376	1.789.269
Rudyfel Investments B.V., Pays-Bas			
CAD 500,000 Billet à ordre	CAD	65.240	41.782
	CAD	2.845.616	1.831.051

17. Dettes d'intérêts sur financement back-to-back.

		2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises			
Billet à ordre CAD 11,460,000	CAD	1.732.441	1.105.552
Billet à ordre A+B	CAD	1.023.421	652.957
Billet à ordre 25 mai 2009	CAD	105.743	67.452
	CAD	2.861.605	1.825.961

18. Dettes d'intérêts sur autres financements.

		2009	2008
Stockard Investments N.V., Curaçao, Antilles Néerlandaises			
prêt EUR à 5.5%		145.120	137.811
Billet à ordre 25 mai 2009 5.5%	CAD	23.516	14.998
			0

160.118	137.811
---------	---------

19. Provision pour impôt sur les sociétés. L'impôt sur les sociétés (IS) se base sur le résultat fiscal en tenant compte de l'exemption de certains revenus et charges reportés dans le compte de profits et pertes.

	2009	2008
IS 2005 dû en relation avec l'ajustement de la retenue à la source	0	-12.994
IS 2007 dû en relation avec l'ajustement de la retenue à la source	0	-1.608
	0	-14.602

20. Dirigeants et salariés. La Société n'a pas d'autre salarié que son gérant.

La Société a compté un gérant au cours de l'exercice. Aucun prêt ou avance n'a été accordé au, ou reçu du gérant.

La Société n'a pas de membres du conseil de surveillance.

Informations supplémentaires 31 décembre 2009

1. Proposition d'affectation du résultat. Selon les dispositions du droit néerlandais prévoyant qu'aucun dividende ne peut être déclaré tant que toutes les pertes n'ont pas été recouvrées, les bénéfices sont à la disposition de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux Statuts de la Société.

La gérance a proposé de ne pas déclarer de dividendes et d'ajouter le résultat net de l'exercice aux bénéfices non distribués.

Cette proposition n'a pas été reflétée dans les comptes annuels ci-joints.

2. Evénements postérieurs au bilan. Aucun événement majeur n'a eu lieu depuis la fin de l'exercice ayant eu, ou susceptible d'avoir des répercussions importantes sur les activités de la Société, son résultat d'exploitation ou les affaires de la Société.

3. Rapport du réviseur d'entreprises. La Société est qualifiée comme une "petite société" et conformément à l'Article 396§6 du Code Civil néerlandais, Livre 2, Titre 9, aucun audit des comptes n'est requis.

Annual Report and Accounts December 31, 2010

The Managing Director is pleased to present the annual report and accounts of the Company for the financial year ended December 31, 2010.

Overview of Activities

The current principal activity of the Company is the holding and financing of a subsidiary company that invests in a hotel in Toronto, Canada.

There will be no significant change during the coming years in the activities.

During the period under review, the Company recorded a net loss of EUR 134,302, details of which are set out in the attached Profit and Loss Account.

Future Developments

The Management does not anticipate any changes during the coming financial year.

Post Balance Sheet Events

No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year that have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the state of affairs of the Company in subsequent financial periods.

Amsterdam, November 9, 2011.

Trust International Management (T.I.M.) B.V.

Signatures

Balance Sheet as at December 31, 2010 (before appropriation of results)

	Notes	2009	2008
ASSETS			
Fixed Assets			
Investment	(4)	7,828,897	6,887,517
Loan receivable back-to-back	(5)	16,842,676	15,686,102
Loan receivable	(6)	0	393,504
		24,671,573	22,967,123
Current Assets			
Interest receivable back-to-back	(7)	4,140,789	827,517

Interest receivable	(8)	0	22,426
Corporate tax receivable	(9)	0	52,324
VAT receivable		2,541	2,519
Cash at banks	(10)	103,069	223,954
		<u>4,246,399</u>	<u>1,128,740</u>
TOTAL ASSETS		28,917,972	24,095,863
SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES			
Shareholder's Equity	(11)		
Issued and fully paid share capital		18,200	18,200
Share premium		4,265,968	4,265,968
Accumulated deficit		(549,402)	(360,525)
Net result for the year		<u>(134,302)</u>	<u>(188,877)</u>
		3,600,464	3,734,766
Long-term Liabilities			
Loan payable back-to-back	(12)	16,842,676	16,329,541
Loan payable	(13)	2,170,000	3,080,490
Loan payable interest free	(14)	1,508,751	0
		<u>20,521,427</u>	<u>19,410,031</u>
Current Liabilities			
Interest payable back-to-back loan	(15)	4,642,324	775,633
Interest payable loan	(16)	144,189	147,384
Corporate income tax 2005		0	12,994
Accounts payable and accrued expenses	(17)	9,568	15,055
		<u>4,796,081</u>	<u>951,066</u>
TOTAL SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES		28,917,972	24,095,863

The accompanying notes form part of these accounts.

Profit and Loss Account for the year ended December 31, 2010

	Notes	2009	2008
Operational Income/(Expense)			
General and administrative expenses	(18)	(14,157)	(14,999)
Financial Income/(Expense)			
Interest income - back to back loan	(19)	2,061,334	1,789,269
Interest income - loan	(20)	55,605	41,782
Interest income - tax authorities		719	0
Interest expenses - back to back loan	(21)	(1,973,962)	(1,825,961)
Interest expenses - loan	(22)	(174,597)	(160,118)
Interest expenses - tax authorities		(2,724)	0
Realized foreign exchange transaction result		67,178	(14,296)
Unrealized foreign exchange valuation result		<u>(153,698)</u>	<u>(4,554)</u>
Result before provision for corporate tax		(134,302)	(188,877)
Provision for corporate tax	(23)	0	0
NET RESULT FOR THE YEAR		<u>(134,302)</u>	<u>(188,877)</u>

The accompanying notes form part of these accounts.

**Notes to the Annual Accounts
December 31, 2010**

1. Croup Affiliation and Principal Activities. The Company, incorporated on June 26, 1998 is a limited liability company (villi its statutory seat in Amsterdam, The Netherlands.

The Company is wholly owned by Stockard Investments N V, Curacao.

The principal activities of the Company arc the holding and financing of group companies.

2. Basis of Presentation. The accompanying annual accounts have been prepared in accordance with principles of accounting generally accepted in The Netherlands and are in compliance with the provisions of the Netherlands Civil Code, Book 2, Title 9.

3. Significant Accounting Policies.

a. General

Assets and liabilities are stated at face value unless indicated otherwise.

b. Financial Fixed Assets

The investments: in subsidiaries are stated at historical acquisition cost or, in case of a permanent impairment of the value of the investment, at lower market value as of year-end.

c. Foreign Currencies

Assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into Euros at rates of exchange ruling at the balance sheet date.

Transactions in foreign currencies are translated at the rates in effect at the dates of transactions.

Exchange rates used at year-end are:

	2010	2009
CAD	0.75438	0.66392

d. Recognition of Income and Expense Dividends from investments are recorded as income in the year they are declared. Other income and expenses, including taxation, are recognized and reported in accordance with the accrual concept.

4. Investment.

		2010	2009
	% held		
	shares held		
Kingtor Investments Ltd.. Canada			
Incorporated in the province of British Columbia on August 22, 2005 without par value	100	25	
Kingtor Investments Ltd holds 80% of the outstanding share capital of the Holiday Inn on King Street, Toronto.			
Capital invested on August 30, 2005 was CAD 5,740,000 at historical rate 0.68689		3,942,752	3,942,752
To enable Kingtor Investments Ltd to purchase the remaining 20% share capital			
capital invested on January 1, 2006 was CAD 3,433,325 at historical rate 0.72635		2,493,790	2,493,790
capital invested on May 27, 2009 CAD 700,000.-		450,975	450,975
equity increase on February 24, 2010 CAD 700,000.- at historical rate 0.70360		492,520	0
equity increase on December 14, 2010 CAD 600,000.- at historical rate 0.74810		448,860	0
		<u>7,828,897</u>	<u>6,887,517</u>

5. Loan receivable back-to-back.

		2010	2009
Kingtor Investments Ltd.. Canada			
Promissory note issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 14 %.			
Interest is due annually and will not be compounded 1/1/2010			
opening balance	CAD	13,718,050	
1/1/2010 interest 2009 non compounding	CAD	(1,178,907)	
12/17/2010 interest received	CAD	(1,079,143)	
	CAD	11,460,000	8,645,142
8,645,142			9,107,716
Promissory note A+B issued on January 1, 2006 and repayable on December 31, 2010 at a fixed rate of 14 %.			
Interest is due annually and will not be compounded 1/1/2010			
opening balance	CAD	8,407,418	
1/1/2010 interest 2009 non compounding	CAD	(545,791)	
12/17/2010 interest received CAD	CAD	(994,977)	
	CAD	<u>6,866,650</u>	5,180,032
			<u>5,581,870</u>

Promissory note issued on May 27, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 14%.

Interest is due annually and will not be compounded 1/1/2010

opening balance	CAD	1,500,953		
1/1/2010 interest 2009 non compounding	CAD	(100,953)		
	CAD	1,400,000	1,056,126	996,516

Promissory note issued on February 24, 2010 and repayable on February 28, 2015 at a fixed rate of 14%.

Interest is due annually and will not be compounded 2/24/2010

principal loan amount	CAD	1,400,000	1,056,126	0
---------------------------------	-----	-----------	-----------	---

Promissory note issued on December 14, 2010 and repayable on December 31, 2015 at a fixed rate of 14%.

Interest is due annually and will not be compounded

12/14/2010 principal loan amount	CAD	1,200,000	905,250	0
		22,326,650	16,842,676	15,686,102

6. Loan receivable.

Rudyfel Investments B.V.. the Netherlands

Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.

Interest is due semi-annually and will be compounded

1/1/2010 opening balance	CAD	592,695		
12/17/2010 loan and interest received	CAD	(592,695)		
	CAD	0	0	393,504

7. Interest receivable back-to-back.

2010 2009

Kingtor Investments Ltd.. Canada

Promissory note issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 14 %.

1/1/2010 opening balance	CAD	860,495		
1/1/2010 interest adjustment	CAD	36,185		
1/1/2010 additional interest 2009	CAD	71,781		
1/1/2010 additional WHT due at 10%	CAD	(7,178)		
1/1/2010 interest 2009 non compounding	CAD	1,178,907		
12/17/2010 interest received	CAD	(594,753)		
12/17/2010 Payment WHT	CAD	167,390		
12/31/2010 interest 2010	CAD	1,604,400		
12/31/2010 WHT ducat 10%	CAD	(160,440)		
		3,156,787	2,381,402	571,302

Promissory note A+B

1/1/2010 opening balance	CAD	379,943		
1/1/2010 interest 2009 non compounding	CAD	545,791		
12/17/2010 Payment WHT	CAD	99,498		
12/31/2010 interest 2010	CAD	961,331		
12/31 /2010 WHT due at 10%	CAD	(96,133)		
		1,890,430	1,426,094	252,253

Promissory note issued on May 27, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 14%.

1/1/2010 opening balance	CAD	5,967		
1/1/2010 interest 2009 non compounding	CAD	100,953		
1/1/2010 interest correction 2009	CAD	1,276		
1/1/2010 correction WHT 2009	CAD	(128)		
12/31/2010 interest 2010	CAD	196,000		
12/31/2010 WHT due at 10%	CAD	(19,600)		

		284,468	214,596	3,962
Promissory note issued on February 24, 2010 and repayable on February 28, 2015 at a fixed rate of 14%.				
12/31/2010 interest 2010	CAD	167,003		
12/31/2010 WHT due at 10%	CAD	<u>(16,700)</u>		
		150,303	113,385	0
Promissory note issued on December 14, 2010 and repayable on December 31, 2015 at a fixed rate of 14%.				
12/31/2010 interest 2010	CAD	7,825		
12/31/2010 WHT due at 10%	CAD	<u>(782)</u>		
	CAD	7,043	5,312	0
	CAD	<u>5,489,031</u>	<u>4,140,789</u>	<u>827,517</u>

8. Interest receivable.

Rudyfel Investments B.V.. the Netherlands

Promissory note issued on December 18, 2007 and repayable on December 31, 2011 at a fixed rate of 11.305%.

1/1/2010 opening balance	CAD	33,778		
12/17/2010 interest received	CAD	<u>(106,602)</u>		
12/31/2010 interest 2010	CAD	72,824		
	CAD	0	0	22,426

9. Corporate tax accrued.

			2010	2009
Corporate income tax 2008				
- Opening balance		52,324		
- Received from Tax Office		<u>(52,324)</u>		
			0	52,324
			0	52,324

10. Cash at banks.

			2010	2009
Citco Bank Nederland N.V.. Amsterdam				
current account			28,143	98
	CAD	99,322	<u>74,926</u>	<u>223,856</u>
			103,069	223,954

11. Shareholder's equity. The authorized share capital of the Company is EUR 90,000 divided into 900 shares of EUR 100 each.

At balance sheet date a total of 182 shares were issued and fully paid.

Additional share premium was inserted on January 1, 2006.

Movements in the shareholder's equity accounts are as follows:

	2009	Changes for the Year	2010
Issued and fully paid share capital	18,200	0	18,200
Share premium	4,265,968	0	4,265,968
Accumulated deficit	(360,525)	(188,877)	(549,402)
Net result for the year	<u>(188,877)</u>	188,877	<u>0</u>
		<u>(134,302)</u>	<u>(134,302)</u>
	3,734,766	(134,302)	3,600,464

12. Loan payable back-to-back.

		2010	2009
Stockard Investments N.V., Curacao			
Loan agreement issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 12.475%.			
1/1/2010 opening balance	CAD	14,657,783	

12/31/2010 interest moved to interest payable	CAD	<u>(3,197,783)</u>		
	CAD	11,460,000	8,645,142	9,731,625
Promissory note A+B issued on January 1, 2006 and repayable on December 31, 2010 at a fixed rate of 12.475%.				
1/1/2010 opening balance	CAD	8,447,831		
12/31/2010 interest moved to interest payable	CAD	<u>(1,581,181)</u>		
	CAD	6,866,650	5,180,032	5,608,701
Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%.				
1/1/2010 opening balance	CAD	1,489,957		
12/31/2010 interest moved to interest payable	CAD	<u>(89,957)</u>		
	CAD	1,400,000	1,056,126	989,215
Promissory note issued on February 24, 2010 and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%.				
2/24/2010 principal loan amount	CAD	1,400,000	1,056,126	0
Promissory note not yet issued and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%.				
12/15/2010 principal loan amount	CAD	<u>1,200,000</u>	<u>905,250</u>	<u>0</u>
	CAD	22,326,650	16,842,676	16,329,541

13. Loan payable.

			2010	2009
Stockard Investments N.V., Curacao				
Loan agreement issued on August 30, 2005 and repayable on August 30, 2029 at 5.5% interest due annually on December 31 and will be compounded upon non payment.				
1/1/2010 opening balance		2,602,396		
12/28/2010 interest payment		(432,396)		
			2,170,000	2,602,396
Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 5.5%.				
Interest is due semi-annually and will be compounded				
1/1/2010 opening balance	CAD	720,106		
12/24/2010 interest payment	CAD	<u>(720,106)</u>		
	CAD	0	0	478,094
			2,170,000	3,080,490

14. Loan payable Interest free.

Stockard Investments N.V.. Curacao				
Promissory note (not yet issued)				
1/1/2010 principal loan amount	CAD	700,000	528,063	0
Promissory note issued on February 24, 2010				
2/24/2010 principal loan amount	CAD	700,000	528,063	0
Promissory note (not yet issued)				
12/15/2010 principal loan amount	CAD	<u>600,000</u>	<u>452,625</u>	<u>0</u>
	CAD	2,000,000	1,508,751	0

15. Interest payable back-to-back loan.

			2010	2009
Stockard Investments N.V.. Curacao				
Loan agreement issued on August 30, 2005 and repayable on August 31, 2010 at a fixed rate of 12.475%.				
1/1/2010 opening balance	CAD	621,207		
12/31/2010 interest 2010	CAD	1,429,635		
12/31/2010 interest from loan payable	CAD	3,197,783		
12/31 /2010 Convert to loan	CAD	<u>(2,500,000)</u>		

	CAD	<u>2,748,625</u>	2,073,496	412,434
Promissory note A+B issued on January 1, 2006 and repayable on December 31, 2010 at a fixed rate of 12.475 %.				
1/1/2010 opening balance	CAD	531,264		
12/31/2010 interest 2010	CAD	856,615		
12/31/2010 interest from loan payable	CAD	<u>1,581,181</u>		
	CAD	2,969,060	2,239,786	352,718
Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%.				
1/1/2010 opening balance	CAD	15,786		
12/31/2010 interest 2010	CAD	174,650		
12/31/2010 interest from loan payable	CAD	<u>89,957</u>		
	CAD	280,393	211,522	10,481
Promissory note issued on February 24, 2010 and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%.				
12/31/2010 interest 2010	CAD	148,811	112,260	0
Promissory note not yet issued and repayable on demand at a fixed rate of 12.475%.				
12/31/2010 interest 2010	CAD	<u>6,972</u>	<u>5,260</u>	<u>0</u>
	CAD	6,153,861	4,642,324	775,633

16. Interest payable loan.

			2010	2009
Stockard Investments N.V.. Curacao				
EUR facility at 5.5%				
1/1/2010 opening balance		145,120		
12/28/2010 interest payment		(145,120)		
12/31/2010 interest 2010		144,856	144,856	145,120
Promissory note issued on May 25, 2009 and repayable on demand at a fixed rate of 5.5%.				
Interest is due semi-annually and will be compounded				
1/1/2010 opening balance	CAD	3,410		
12/24/2010 interest payment	CAD	(43,756)		
12/24/2010 interest 2010	CAD	<u>39,462</u>		
	CAD	(884)	(667)	2,264
	CAD		144,189	147,384

17. Accounts payable and accrued expenses.

		2010	2009
Accounts payable		1,938	5,498
Accrued lax advisory fees		6,550	9,557
Accrued salary costs		1,080	0
		<u>9,568</u>	<u>15,055</u>

18. General and Administrative expenses.

		2010	2009
Salaries and wages		1,080	0
Rent		750	0
Tax advisory fees		3,557	7,973
Management fee		7,750	4,794
Accounting fee		0	1,299
General expenses		256	626
Hank charges		<u>764</u>	<u>307</u>
		14,157	14,999

19. Interest Income back-to-back loan.

	2010	2009
--	------	------

Kingtor Investments Ltd.. Canada				
Promissory Note CAD 11,460,000				
Interest adjustment former years	CAD	100,788	66,830	
Interest 2010	CAD	1,443,960	1,089,288	
	CAD	1,544,748	1,156,118	1,064,310
Promissory Note A+B	CAD	863,198	652,684	656,753
Promissory note CAD 1,400,000 issued on May 27, 2009.				
Interest adjustment former years	CAD	1,148	762	
Interest 2010	CAD	176,400	133,072	
	CAD	177,548	133,834	68,206
Promissory note CAD 1,400,000 issued on February 24,2010		150,303	113,385	0
Promissory note CAD 1,200,000 issued on December 14,2010.		7,042	5,313	0
	CAD	2,744,839	2,061,334	1,789,269

20. Interest income loan.

Rudyfel Investments B.V., the Netherlands				
CAD 500,000 Promissory Note	CAD	72,824	55,605	41,782
	CAD	72,824	55,605	41,782

21. Interest expense back-to-back loan.

			2010	2009
Stockard Investments N.V.. Curacao				
Promissory Note CAD 11,460,000	CAD	1,429,635	1,078,481	1,105,552
Promissory Note A+B	CAD	856,615	646,209	652,957
Promissory note May 25, 2009	CAD	174,650	131,752	67,452
Promissory note February 24, 2010	CAD	148,811	112,260	0
Promissory note not yet issued	CAD	6,972	5,260	0
	CAD	2,616,683	1,973,962	1,825,961

22. Interest expense loan.

Stockard Investments N.V.. Curacao			2010	2009
EUR facility 5.5%			144,856	145,120
Promissory note May 25, 2009 5.5%	CAD	39,462	29,741	14,998
			174,597	160,118

23. Provision for corporate tax. The corporate tax is based on the fiscal result, taking into account that certain income and expenses as reported in the profit and loss account are exempted from taxation.

24. Directors and Employees. The Company has no employees other than its director.

The Company had one director during the year. No loans or advances have been given or received from the director.

The Company has no supervisory directors.

Supplementary Information December 31, 2010

1. Proposed Appropriation of Results. Subject to the provision under Dutch law that no dividends can be declared until all losses have been recovered, profits are at the disposal of the Annual General Meeting of Shareholders in accordance with the Company's Articles of Incorporation.

The management proposed not to declare a dividend and to add the net result for the year to the accumulated deficit.

This proposal has not been reflected in the accompanying annual accounts.

2. Post Balance Sheet Events. No matters or circumstances of importance have arisen since the end of the financial year which have significantly affected or may significantly affect the operations of the Company, the results of those operations or the affairs of the Company.

3. Auditors' Report. The Company qualifies as a "small company" and in accordance with Article 396 § 6 of the Civil Code of The Netherlands, Book 2, Title 9, no audit is required.

(N.B. Pour des raisons techniques, la suite est publiée au Mémorial C-N° 2729 du 9 novembre 2012.)

Référence de publication: 2012143577/2133.

(120189042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2012.